

**BELGISCHE KAMER
VAN VOLKSVERTEGENWOORDIGERS**

49e ZITTINGSPERIODE

GEWONE ZITTING 1998-1999

**HANDELINGEN VAN DE
PLENAIRE VERGADERINGEN**

330 30/03/1999 - namiddag

**CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS
DE BELGIQUE**

49e LÉGISLATURE

SESSION ORDINAIRE 1998-1999

**ANNALES DES
SÉANCES PLÉNIÈRES**

330 30/03/1999 - après-midi

Sommaire

Mardi 30 mars 1999, après-midi - 330

COMMUNICATIONS	11657
INTERPELLATIONS	11657
interpellations jointes de :	
- M. Didier Reynders au premier ministre sur "la situation économique et sociale du pays" (n° 2279)	
- M. Rik Daems au premier ministre sur "la situation économique du pays, plus particulièrement en ce qui concerne les perspectives catastrophiques sur le plan de l'emploi" (n° 2281)	
- M. Olivier Deleuze au premier ministre sur "la situation économique et sociale du pays" (n° 2305)	
- M. Jef Tavernier au premier ministre sur "la situation sociale et économique du pays et ses implications pour l'ensemble de la population" (n° 2306) (retirée)	
- M. Jaak Van den Broeck au premier ministre sur "la situation sociale et économique du pays" (n° 2312)	11657

Orateurs : MM. Reynders, Tant, Daems, Deleuze, Van den Broeck, Dehaene, premier ministre

Motions	11672
—	
ANNEXE	11675
DÉCISIONS INTERNES	11675
DEMANDES D'INTERPELLATION	11675
DEMANDES	11675
RETRAIT	11675
COMMUNICATIONS	11676
SENAT	11676
PROJETS DE LOI TRANSMIS	11676
PROJETS DE LOI ADOPTES	11676
GOUVERNEMENT	11677
RAPPORT	11677

Inhoud

Dinsdag 30 maart 1999, namiddag - 330

MEDEDELINGEN	11657
INTERPELLATIES	11657
samengevoegde interpellaties van :	
- de heer Didier Reynders tot de eerste minister over "s lands economische en sociale toestand" (nr. 2279)	
- de heer Rik Daems tot de eerste minister over "de economische toestand van het land, in het bijzonder wat de rampzalige werkgelegenheidsperspectieven betreft" (nr. 2281)	
- de heer Olivier Deleuze tot de eerste minister over "s lands economische en sociale toestand" (nr. 2305)	
- de heer Jef Tavernier tot de eerste minister over "de sociaal-economische toestand van het land en de gevolgen ervan voor de ganse bevolking" (nr. 2306) (ingetrokken)	
- de heer Jaak Van den Broeck tot de eerste minister over "de sociaal-economische toestand waarin het land zich bevindt" (nr. 2312)	11657

Sprekers : de heren Reynders, Tant, Daems, Deleuze, Van den Broeck, Dehaene, eerste minister

Moties	11672
—	
BIJLAGE	11675
INTERNE BESLUITEN	11675
INTERPELLATIEVERZOEKEN	11675
INGEKOMEN	11675
INGETROKKEN	11675
MEDEDELINGEN	11676
SENAAT	11676
OVERGEZONDEN WETSONTWERPEN	11676
AANGENOMEN WETSONTWERPEN	11676
REGERING	11677
VERSLAG	11677

SÉANCE PLÉNIÈRE

MARDI 30 MARS 1999

APRÈS-MIDI

PRÉSIDENCE de

M. Cortois

La séance est ouverte à 14.06 heures.

PLENAIRE VERGADERING

DINSDAG 30 MAART 1999

NAMIDDAG

VOORZITTER :

De heer Cortois

De vergadering wordt geopend om 14.06 uur.

Tegenwoordig bij de opening van de vergadering is de minister van de federale regering :

Ministre du gouvernement fédéral présent lors de l'ouverture de la séance :

Dehaene.

De **voorzitter** : De vergadering is geopend.

La séance est ouverte.

Er zijn berichten van verhindering ingekomen van de leden :

Les membres suivants sont excusés :

Delathouwer, Minne, Moriau, Taelman, Van den Poel-Welkenhuyzen, Wauthier, wegens ziekte / pour raison de santé;

Ghesquière, Raad van Europa / Conseil de l'Europe.

Interpellations

Interpellaties

Le **président** : L'ordre du jour appelle les **interpellations** jointes de :

- M. Didier Reynders au premier ministre sur "la situation économique et sociale du pays" (n° 2279)

- M. Rik Daems au premier ministre sur "la situation économique du pays, plus particulièrement en ce qui concerne les perspectives catastrophiques sur le plan de l'emploi" (n° 2281)

- M. Olivier Deleuze au premier ministre sur "la situation économique et sociale du pays" (n° 2305)

- M. Jef Tavernier au premier ministre sur "la situation sociale et économique du pays et ses implications pour l'ensemble de la population" (n° 2306)

- M. Jaak Van den Broeck au premier ministre sur "la situation sociale et économique du pays" (n° 2312).

Aan de orde zijn de **samengevoegde interpellaties** van :

- de heer Didier Reynders tot de eerste minister over "'s lands economische en sociale toestand" (nr. 2279)

- de heer Rik Daems tot de eerste minister over "de economische toestand van het land, in het bijzonder wat de rampzalige werkgelegenheidsperspectieven betreft" (nr. 2281)

- de heer Olivier Deleuze tot de eerste minister over "'s lands economische en sociale toestand" (nr. 2305)

- de heer Jef Tavernier tot de eerste minister over "de sociaal-economische toestand van het land en de gevolgen ervan voor de ganse bevolking" (nr. 2306)

- de heer Jaak Van den Broeck tot de eerste minister over "de sociaal-economische toestand waarin het land zich bevindt" (nr. 2312).

La parole est à M. Didier Reynders.

M. Didier Reynders, président du groupe PRL-FDF : Monsieur le président, monsieur le premier ministre, chers collègues, à l'occasion du contrôle budgétaire, je souhaitais vous interroger sur la situation de notre pays en matière d'emploi.

Tout d'abord en ce qui concerne le contrôle budgétaire proprement dit, vous n'avez pas souhaité faire une communication au parlement sur ce sujet. Au vu du document que vous nous avez transmis, il semble que vous ayez bien fait. Il y a en effet peu à dire sur le document lui-même. Mais cela démontre bien l'évolution de la situation budgétaire aujourd'hui. Le débat est largement passé à l'arrière-plan après une vingtaine d'années d'assainissement et après la prise de mesures qui, comme nous l'avons déjà fait remarquer lors de la présentation du budget, apparaissent surtout comme étant des "mesurettes". Il s'agit en effet d'une série de petites propositions touchant divers domaines. Je ne les passerai pas en revue. Ce qui me préoccupait davantage, c'était d'avoir l'occasion de débattre avec vous de la situation en matière d'emploi.

Mededelingen

Communications

De **voorzitter** : Een reeks interne besluiten en mededelingen moeten ter kennis gebracht worden van de Kamer. Zij zullen in bijlage bij de handelingen van deze vergadering opgenomen worden.

Une série de décisions internes et de communications doivent être portées à la connaissance de la Chambre. Elles seront reprises en annexe des annales de cette séance.

Je vous parlerai en premier lieu d'un élément dont nous avons déjà débattu plusieurs fois. Il est possible que dans la foulée des événements du mois de juin, on puisse changer les choses, y compris en ce domaine. Il s'agit des statistiques. Il serait en effet temps, monsieur le premier ministre, qu'en Belgique, on puisse se mettre d'accord sur une norme statistique fiable en matière d'emploi ou de chômage. Je reste convaincu que les meilleures références en la matière sont davantage le taux d'occupation ou le taux d'activité que le nombre de chômeurs indemnisés. Si l'on examine les chiffres qui nous sont transmis mensuellement à propos de l'évolution du chômage, on constate qu'ils reprennent toujours certaines catégories de personnes indemnisées par les budgets du chômage. Toutes les personnes indemnisées n'y sont pas reprises car certaines catégories échappent entièrement à la norme, et certaines personnes demanderesses d'emploi ne sont reprises ni parmi les bénéficiaires d'allocations ni, a fortiori, dans les statistiques.

Or, aujourd'hui encore, plus d'un million de Belges sont directement ou indirectement à charge du budget du chômage. Ils émergent donc à l'ONEM. Il s'agit des chômeurs complets indemnisés et des catégories qui y sont directement liées, comme les chômeurs âgés. Les cohabitants exclus ne figurent plus au budget du chômage, mais se retrouvent dans les budgets des communes, au travers du CPAS. Toute une série de formules existent encore, comme les interruptions de carrière, les formations professionnelles, les chômeurs temporaires ou à temps partiel. Comme je l'ai dit plus haut, cela représente ensemble un million de personnes, qui dépendent donc directement ou indirectement du budget du chômage.

Entre ce chiffre, dont je ne prétends pas qu'il est le chiffre exact de l'inoccupation en Belgique, et le chiffre fallacieux du nombre de chômeurs complets indemnisés qui ne tient pas compte des chômeurs âgés - plus de 130 000 -, des cohabitants, dont plus de 20 000 par an sont à présent exclus puisqu'il y a eu 150 000 exclusions sur les 5 dernières années, il y a une marge. Ne serait-il dès lors pas possible de se mettre d'accord sur une statistique fiable, qui ne varierait pas en fonction des mesures d'exclusion qui sont adoptées dans le cadre de la réglementation du chômage ? On aurait intérêt à essayer de stabiliser les chiffres. On l'a fait pour le calcul de la compétitivité, en prenant des repères

pour certaines normes. Pourquoi donc utiliser les chiffres du chômage comme une sorte d'argument publicitaire, alors que tout le monde sait qu'ils ne reflètent pas la réalité ?

Je vous répète que je souhaiterais que l'on puisse vraiment avancer sur la voie d'une statistique reprenant le taux d'activité et le taux d'occupation. Mais, de grâce, que l'on arrête de publier des chiffres qui ne correspondent pas à la réalité sur le terrain !

Le troisième élément sur lequel je voulais revenir concerne les mesures que l'on peut envisager en matière de lutte contre le chômage ou de création d'emplois. Au risque de dépasser le cadre des mesures à prendre à l'échelon fédéral, je voudrais souligner le fait que dans notre pays, nous devons fournir des efforts dans d'autres matières que la réduction des charges sociales et fiscales pour redynamiser la situation de l'emploi. La première, c'est le climat que l'on peut créer à l'égard des patrons de PME, des indépendants, des professions libérales, de tous ceux qui veulent prendre des initiatives. Il s'agit de limiter les contraintes et d'alléger les charges administratives. On a timidement, progressivement lancé l'idée du guichet unique. J'espère que cela se mettra en place de manière visible et que cela ne sera pas aussi compliqué qu'organiser le vote des Belges résidant à l'étranger pour le scrutin du 13 juin prochain. Car être en contact avec les différentes administrations peut représenter un véritable chemin de croix pour un chef d'entreprise ou un indépendant; c'est une démarche particulièrement complexe.

Une mesure assez simple pourrait consister en un gel en la matière. Pendant un an ou deux, on pourrait requérir du gouvernement qu'il n'adopte plus de mesures aussi absurdes que celle, par exemple, du bilan social. Alors que les administrations disposent de toutes les informations nécessaires sur l'emploi dans les entreprises, pourquoi ajouter encore cette charge à celles, déjà lourdes, des patrons ou des indépendants ? Et cet exemple n'est pas isolé, il y en a beaucoup.

La FEB, dont je souligne que je ne prends pas tous les chiffres pour argent comptant, a sorti récemment des statistiques en la matière. Cette fédération estime que la charge des formalités administratives pour chaque personne employée s'élève à 200 000 francs par an. Or, ces 200 000 francs par an, par personne occupée, pourraient, beaucoup plus utilement, être consacrés à de l'investissement, à une meilleure rémunération au sein de l'entreprise ou à la formation du personnel.

Nous estimons qu'une telle démarche de réduction de ce type de contraintes devrait être mise en place.

Les deux autres éléments dépendent moins du gouvernement fédéral, même si l'Etat peut y faire quelque chose. Il s'agit tout d'abord de la formation. A ce propos, je voudrais dire que la réduction du temps de travail n'est non seulement pas la solution miracle, mais n'est certainement pas une des premières solutions à mettre en oeuvre pour créer de l'emploi. Par contre, la réduction du temps de travail, si elle est volontaire, peut permettre plus de souplesse dans les entreprises et peut aussi, quand elle est négociée, amener autre chose. Cet autre chose peut, par exemple, être une formation. Pourquoi ne pas consacrer cette différence de temps d'occupation à une formation à l'intérieur de l'entreprise, grâce à une meilleure répartition du temps de travail ?

J'ai un peu le sentiment - mais vous devez également le ressentir lors de vos contacts avec les partenaires sociaux - que lorsqu'on met en avant la réduction du temps de travail, on met surtout en avant une revendication salariale. J'ai récemment entendu les propositions d'une formation syndicale de diminuer le temps de travail à 35 heures de manière obligatoire, sans perte de salaire. Une telle formule équivaut évidemment à une augmentation du salaire horaire. Et pour l'instant, c'est essentiellement cette demande qui est véhiculée, plutôt qu'une répartition en faveur de l'emploi. Donc, pour nous, il n'est certainement pas utile de rendre une telle mesure obligatoire. Et même si cela se fait sur une base volontaire, la réduction du temps de travail doit être considérée comme un élément faisant partie d'une politique globale, sans lui accorder toutefois la priorité.

Au-delà des contraintes administratives et de la formation, il faut également veiller à maintenir le niveau de la recherche. Et c'est là que le fédéral joue un rôle important. Si nous voulons garder une avance sur d'autres économies, ce n'est pas en diminuant les salaires ou les prestations sociales que nous y arriverons. C'est avant tout en gardant une qualité de main-d'œuvre - c'est la formation - et en gardant une avance dans la recherche et le développement technologiques - compétence de plusieurs niveaux de pouvoir.

Cela étant dit, si la réduction du temps de travail n'est pas pour nous l'élément déterminant et si des mesures comme la

lutte contre les contraintes administratives, la formation ou la recherche sont des éléments très utiles, l'élément clé reste le coût du travail, le niveau des charges sociales et fiscales.

Monsieur le premier ministre, je souhaiterais vous poser une question à ce sujet. Je laisse d'abord M. Tavernier quitter l'hémicycle. Chez Ecolo, on applique la réduction du temps de travail. On en est à 32 heures.

M. Olivier Deleuze (ECOLO-AGALEV) : Il s'agit plutôt de répartition du temps de travail.

M. Didier Reynders (PRL-FDF) : Votre programme revendique les 32 heures. Je trouve déjà surprenant que vous soyez encore présents le mardi après-midi, si toutefois vous avez commencé le lundi matin.

Je souhaitais donc poser une question avant d'aborder les mesures en matière de charges sociales et fiscales. Qu'en est-il des mesures Maribel et donc du débat avec la Commission européenne en la matière ? Il serait important que nous disposions, dans le cadre des derniers débats que nous menons sur l'emploi, d'une information sur l'état de la discussion avec la Commission européenne et sur les mesures que le gouvernement envisage de prendre pour répondre aux critiques de cette Commission.

Il est certain que les mesures, que vous chiffrez à plus de 80 milliards de réduction des charges, sont toujours des mesures très disparates et très complexes - je renvoie pour la xième fois aux différents rapports annuels de M. Jadot - qui se font souvent concurrence et tuent finalement l'effort que l'on essaye d'envisager.

Dans une PME, si on veut appliquer ces mesures, la première chose à faire est d'embaucher un conseiller juridique ou un expert qui expliquera comment utiliser au mieux les différentes mesures en faveur de l'emploi. Le salaire de ce conseiller ou ses honoraires de consultant vont manger l'ensemble des économies possibles. Mais pour cela, je vous renvoie à M. Jadot qui est plus spécialisé que moi en cette matière. A la lecture de ses rapports annuels et des commentaires qu'il vient faire devant le parlement, je constate que nous avons rarement été aussi durs que lui à propos des mesures prises ces dernières années.

Nous battons actuellement des records en matière de coût salarial. Dans la revue "Problèmes économiques", publiée en février de cette année, un expert de l'OCDE nous place avant l'Allemagne, la Suisse, l'Italie, en tête

des différents Etats pour ce qui concerne le cumul des impôts sur les revenus, cotisations de sécurité sociale et salaire net pour les salariés et employés en 1996. Le coût du travail est aujourd'hui le problème majeur dans notre pays lorsqu'on veut s'attaquer au chômage et créer de l'emploi.

Que pouvons-nous faire ? Nous pourrions peut-être trouver d'autres mesures que s'attaquer de manière systématique aux chômeurs eux-mêmes, comme le fait la ministre de l'Emploi et du Travail. Mme la ministre s'est fait une spécialité des mesures de contrôle, d'attaques de toutes natures à l'égard des chômeurs. Ce n'est certainement pas la voie à suivre pour créer des emplois. Pour créer des emplois, il faut bien entendu contrôler les systèmes de chômage, mais il faut surtout redonner le goût de l'initiative et redonner la capacité à un certain nombre d'entreprises de financer des emplois et surtout des emplois peu qualifiés.

Je souhaiterais formuler quelques propositions.

Il ne faut certainement pas dilapider l'effort budgétaire réalisé depuis 1981 et qui a permis à la Belgique d'entrer dans l'Union monétaire. J'ai dit à plusieurs reprises que la question n'était pas de savoir si nous allions y entrer, mais de savoir dans quel état. Le pacte de stabilité doit donc être respecté. Nous avons pris des engagements sur le plan européen, nous devons pouvoir les respecter, même si, dans le passé, cet effort d'assainissement budgétaire a été ralenti. Le moins qu'on puisse dire est que durant la période 1988-1992, on n'a pas poursuivi l'effort au même rythme que ce qui avait été fait avant et ce qui a été fait après. Il y a malheureusement eu une période d'arrêt.

Il faut assurer le financement de la sécurité sociale. Les mesures prises, lorsqu'il s'agit d'une réduction des cotisations de la sécurité sociale, doivent systématiquement se traduire par des transferts de marges budgétaires. Le problème qui se pose essentiellement en matière de réduction de la charge fiscale et sociale est de savoir comment utiliser les marges budgétaires, voire d'autres éléments, pour diminuer la pression sur le coût du travail en charges sociales ou fiscales.

Premier volet, en nous basant sur quelques références que nous avons rassemblées, nous croyons qu'il est possible de prendre, dès la première année, une mesure plus forte de réduction des charges sur le travail, et ce probablement lors de la prochaine législature puisque vous avez annoncé un contrôle budgétaire très limité en la

matière. Vous avez annoncé une opération de 108, 110, 118 milliards sur cinq ou six ans, en reportant souvent le premier semestre. Nous pensons qu'il est possible de prévoir plus rapidement un plan de réduction du coût du travail, essentiellement sur les bas salaires, en supprimant si possible l'ensemble des cotisations sur ces salaires, avec 100 milliards dès la première année.

Le deuxième volet est la réduction de l'impôt sur le travail qui pour nous, je ne le cache pas, devrait s'effectuer sur un plan de quatre ans - un peu comme la loi Grootjans en son temps - ; opération qui démarrerait, en termes de calendrier, tout d'abord avec les salaires les plus bas. C'est l'idée qui a été développée sur le thème de l'impôt négatif. Pour moi, c'est l'idée d'une réduction de l'impôt sur le travail. Au lieu de diminuer la fiscalité sur les salaires les plus bas - il y a des personnes qui ne paient pas d'impôts - on leur donnerait un complément de revenus. C'est la meilleure manière, à mon sens, de lutter contre les pièges à l'emploi, de provoquer une réelle tension entre les revenus de remplacement et les revenus du travail. Contrairement à Mme Smet, nous voulons le faire en augmentant les revenus du travail pour les plus bas salaires plutôt qu'en diminuant les allocations sociales.

Pour l'instant, vous avez fait l'inverse. Je peux citer deux mesures fiscales qui touchent en grande partie l'imposition sur le travail : la cotisation de 3% qui représente 40 milliards par an, et la non-indexation des barèmes fiscaux.

On nous annonce aujourd'hui une accélération de l'indexation des barèmes fiscaux. Depuis 1992, les barèmes fiscaux ne sont plus indexés. M. Maysstadt avait eu la prudence de ne jamais répondre à ma question sur le rendement de cette mesure. Mais les ministres changent et le nouveau ministre a voulu remettre de l'ordre dans ses dossiers et répondre à toutes les questions en souffrance. C'est ainsi qu'il m'a appris que cette mesure rapportait aujourd'hui 50 milliards de francs par an. Ces deux mesures représentent déjà 90 milliards prélevés essentiellement sur les revenus du travail.

Pour nous, ce sont les deux axes à suivre : réduire les charges des entreprises et augmenter le salaire net des travailleurs, en commençant par les plus bas revenus.

Comment financer l'opération ? Je vous l'ai dit, on pourrait réorienter certaines mesures disparates.

Didier Reynders

Parmi les 80 milliards de réductions de charges ces dernières années, il faudrait en regrouper certaines dans une mesure de réduction sur les bas salaires.

Si l'on croit à cette politique, ce qui est votre cas, je présume, c'est que l'on estime que la réduction des charges va entraîner un regain d'activités, de la création d'emploi et donc ce qu'on appelle un "effet retour". J'ai souvent lu dans des documents du CEPES qu'on le chiffrait à 33%. Je suis beaucoup plus prudent. J'ai toujours dit qu'on n'irait pas au-delà de 25%, avec un décalage dans le temps. Si l'on réduit les charges, c'est bien dans l'objectif de créer de l'activité et de l'emploi.

A côté des mesures disparates que l'on pourrait regrouper, il y a un effet retour attendu à la fin de la période. Il y a aussi des marges budgétaires. Je ne sais si l'on peut faire entière confiance au Bureau du Plan. Nous n'aurions jamais osé citer un chiffre de 200 milliards de marges budgétaires après 4 ou 5 ans. C'est pourtant ce que le Bureau du Plan annonce dans ses dernières études. Peut-être faut-il les prendre avec prudence. Sur ce plan-là, monsieur le premier ministre, il nous paraît utile de disposer aussi, parallèlement au monitoring de la compétitivité et à des statistiques fiables en matière de chômage, d'un suivi concret des marges budgétaires pour pouvoir vérifier l'existence effective des marges, lors de la mise en oeuvre d'un plan pluriannuel.

Ce suivi devrait être effectué par une personne ou institution qui procéderait objectivement au constat d'une situation à politique inchangée. Je dis "objectivement" et non comme cet ancien gouverneur de la Banque nationale qui déclare qu'il n'y aura pas de marges puisqu'elles seront utilisées à telle ou telle fin. Chacun à sa place !

Nous demandons à l'instance, qui devra mesurer l'existence ou non de marges, de procéder à l'analyse budgétaire et non d'en préciser l'utilisation. Or, M. Verplaetse passait son temps à expliquer que les marges étaient pratiquement indisponibles puisqu'il en connaissait déjà l'affectation. Que les gouverneurs de la banque nationale ou les présidents du conseil supérieur des finances s'occupent de leur mission et laissent le politique décider des choix relatifs aux marges !

Si l'on veut anticiper en matière de réduction des charges - je n'irai pas aussi loin que certains membres du gouvernement, le premier ministre en particulier -, on peut probablement se tourner vers les privatisations, non pas pour en injecter directement le produit dans le budget, mais pour financer des

plans d'investissement, comme vous l'avez d'ailleurs déjà fait. Il n'y a pas de raison d'être moins inventif à l'avenir. On l'a fait, hier, pour le TGV. On peut l'imaginer, demain, pour le RER. Il existe là encore des marges pour anticiper.

Je suis conscient du fait qu'un programme, mis en oeuvre immédiatement, ne dégage pas suffisamment de moyens pour son financement et celui de la sécurité sociale. Il convient donc d'anticiper. Les privatisations sont un moyen. En l'absence de socialistes francophones, je peux continuer à parler de "privatisation" et pas nécessairement de "consolidation stratégique". Or, vous en avez fait à raison de 216 milliards. La liste des institutions est assez longue.

Je reste convaincu qu'une marge est encore disponible : dans Belgacom, dans Distrigaz... L'inventivité sera au moins aussi grande que celle de votre gouvernement. Il n'est pas question d'injecter le produit dans le budget ou les comptes de la sécurité sociale. Nous sommes en faveur d'un financement d'investissements. Vous l'avez déjà fait, je le répète. Pourquoi ne pas encore le faire demain ?

Le débat sur le financement du RER reviendra sur la table. Cependant, rassurez-vous ! Pour soumettre des comptes qui soient lisibles pour la Commission européenne, nous sommes capables de faire preuve d'au moins autant d'inventivité que les responsables actuels du gouvernement. Nous n'irons peut-être pas aussi loin que certains membres de votre gouvernement en matière de privatisation. En effet, selon "L'Echo", à l'occasion de l'élection du manager de l'année par les lecteurs de "Trends-Tendances", on vous prêtait la phrase suivante : "Il y aura encore des privatisations". J'ai été surpris parce que, parmi les privatisations possibles, on citait les secteurs de La Poste, des Chemins de fer et de la navigation aérienne.

Je profite de l'absence de représentation du groupe PS pour dire que nous, prudemment, parlons de Belgacom et de Distrigaz. Chaque fois que M. Daems ou Verhofstadt sont interrogés, on leur dit : "Vous ne pensez quand même pas à La Poste ou aux Chemins de fer ?" Nous estimons, prudemment, que c'est très difficile, voire marginal, et qu'il est préférable de penser à d'autres secteurs.

Je constate que vous désirez aller plus loin. Vous continuez à le confirmer. Il va de soi que nous sommes prêts à discuter d'un certain nombre de ces secteurs. Voilà comment anticiper !

Ce que je viens d'évoquer n'est autre qu'un programme en matière de formation, de recherche, qui passe, avant tout, par la réduction du coût du travail pour les entreprises, par l'augmentation du revenu pour les bas salaires, qui pourrait être complété par d'autres réformes. J'ai parlé de la réduction du temps de travail. Il y a certainement un débat en la matière en termes de carrière. Vous y êtes également attentif. Comment redistribuer le travail sur l'ensemble de la carrière, voire même les rémunérations ? Cette question débouche quasi automatiquement sur un débat relatif aux pensions.

Sans vouloir vous citer à nouveau, il est clair que si l'on peut encourager le deuxième pilier, nous n'y verrions aucun inconvénient. Dès lors, j'ai le sentiment, en matière d'emploi, qu'à la fin de la précédente législature, vous aviez un excellent programme : la société de l'information, clefs pour une ère nouvelle; la manière de favoriser les deuxièmes et troisièmes piliers, d'accorder la priorité à une diminution sélective ramenant à zéro la cotisation patronale sur les salaires les plus bas, la manière aussi de lutter contre le chômage.

Je ne citerai pas toute la liste une nouvelle fois : je crains qu'un francophone de la majorité n'entre dans la salle et soit effrayé en entendant une de ces mesures d'activation.

De heer Paul Tant, voorzitter van de CVP-fractie : Mijnheer Reynders, ik dacht dat u het met de PS-collega's op de meeste punten eens was, op voorwaarde blijkbaar dat u af en toe uw ideeën in hun afwezigheid kunt formuleren !

M. Didier Reynders (PRL-FDF) : Mais tout cela, c'est ce que la "locomotive" d'une formation politique proposait comme destination au train belge juste avant les élections de 1995.

Nous ne sommes pas beaucoup plus loin, mais je suppose que le programme est toujours d'actualité. Si c'est toujours votre programme et que vous êtes finalement décidé à entamer une réduction sensible du coût du travail, voire un allégement de la fiscalité sur les revenus les plus bas ou une accentuation des privatisations et une réforme des pensions qui passerait, par exemple, par l'encouragement du deuxième pilier, si c'est ainsi, peut-être sera-t-il possible d'en débattre.

Mais, comme je vous l'ai déjà dit à plusieurs reprises, je crains que ce ne soit votre ancien testament et que,

Didier Reynders

depuis lors, vous appliquez le nouveau. Si vous souhaitez revenir à votre ancien testament dans les prochains mois, nous pourrons peut-être en débattre.

De voorzitter : De heer Rik Daems heeft het woord.

De heer Rik Daems (VLD) : Mijnheer de voorzitter, mijnheer de eerste minister, collega's, indien ik nu gewoon zeg dat ik mij aansluit bij collega Reynders, dan zou u van mij verlost zijn, maar dat is al te gemakkelijk en ik zal dan ook een aantal aanvullende bedenkingen formuleren.

Om te beginnen ga ik in op de begrotingscontrole, maar niet om u te feliciteren omdat u erin geslaagd bent de bijdrage voor Europa te doen verminderen, wat ik een goede zaak vind, mijnheer de eerste minister. Op termijn haalt u daar toch 4 tot 5 miljard frank uit, die wij voor andere zaken goed kunnen gebruiken. Overigens was ik verrast dat u daarover geen regeringsmededeling hebt gedaan en hier niet de *good news-show* hebt verlengd door te onderstrepen dat de overheid haar tekort zelfs tot 1% kan verminderen. Blijkbaar hebt u genoeg van al dat goede nieuws.

- *Voorzitter : de heer Henry, ondervoorzitter*

Ik weid even uit over de begrotingscontrole omdat er mij een zin op bladzijde 20 van het document dat ons werd toegezonden, is opgevallen en ik citeer : "Tijdens de hele duur van de voorbije twee legislaturen heeft de regering gezocht naar maatregelen die het concurrentievermogen van de Belgische bedrijven kunnen verbeteren met het oog op het bevorderen van de werkgelegenheid". Mijnheer de eerste minister, u beweert dat u gedurende twee legislaturen hebt gezocht, maar u hebt, naar mijn mening, nog niet veel gevonden, tenminste wanneer ik de resultaten onder de loep neem. (*Ontkennend gebaar van de eerste minister*)

Jazeker, mijnheer de eerste minister. Ik zal u dat aantonen aan de hand van een paar cijfers en daaruit een conclusie trekken die overeenstemt met deze van collega Reynders en ze meer verduidelijkt. Mijn bron is *The Economist*, een krant die men toch niet kan verwijten de kant te kiezen van de liberalen in dit interne politieke debat in ons halfronde en die een vergelijking heeft gemaakt van de internationale concurrentiekracht. Welnu, daaruit blijkt dat België slechter scoort. Internationaal gezien zijn wij wat dat betreft reeds tot de 23ste plaats gezakt. In het Europees

peloton hebben wij enkel nog Spanje, Portugal, Italië en Griekenland achter ons; de rest gaat ons vooraf. Sta mij toe te stellen dat u wel gezocht hebt - dat is, naar verluidt, een bijbelse eigenschap -, maar dat u nog niet veel hebt gevonden.

U gaat er prat op dat u toch resultaten geboekt hebt inzake de werkgelegenheid. Welnu, volgens dezelfde krant zit België nog steeds op 12% werkloosheid - althans volgens haar definitie, waarover ik het straks zal hebben - tegenover een Europees gemiddelde van 10,6%. Wij doen het dus slechter. Nederland heeft zelfs een werkloosheidgraad van amper 3,6% volgens die definitie. Dit betekent dat de werkloosheid in dat land vier keer zo laag is als bij ons. Uiteraard besef ik dat de inhoud verschillend is. Laten wij het daarover eens hebben.

Kunnen wij nu eens een definitie zoeken - collega Reynders heeft er daastraks al op gealludeerd - zodat wij over hetzelfde praten ? Welnu, mijns inziens geldt dit zeker voor het begrip "activiteitsgraad". In dit verband verwiss ik naar de cijfers van de Nationale Bank. Voor een activiteitsgraad van werknemers tussen 18 tot 65 jaar - dat is misschien wat te ruim voor dit land - heeft België een activiteitsgraad van 62 personen op 100 en Nederland een van 70 personen op 100. Er zijn dus in Nederland 7 personen meer actief dan in België, wat toch een aanzienlijk verschil is. Dat gaat inderdaad niet helemaal op als vergelijking, omdat men in Nederland een ander concept hanteert en deeltijdse arbeid er stilaan wijdverspreid geraakt. Ik vraag mij af of hier ook niet een beleid in die richting moet worden gevoerd. Dan zullen wij over hetzelfde praten.

Een van de domste discussies die wij met u en mevrouw Smet kunnen aangaan, handelt over statistieken. Inderdaad, met statistieken kunnen wij veel bewijzen. Een man is gezond wanneer zijn gemiddelde lichaamstemperatuur 37 graden bedraagt, behalve wanneer hij met zijn voeten in de koelkast en zijn hoofd in de oven steekt. Hij zal zich dan niet goed voelen, hoewel hij het gemiddeld 37 graden warm kan hebben. Met statistieken en gemiddelden is het dus moeilijk te werken.

Activiteitsgraad geeft iets anders weer. Ik ga even in op de recente evolutie van bedrijven die hun werknemers niet langer in dienst houden. Ik weet dat de meerderheid en de regering stellen dat personen die in dergelijke ondernemingen worden afgestoten ergens anders worden vervangen. Laten we die

redenering eens omdraaien. Stel dat er een beleid wordt gevoerd dat ertoe leidt dat Volkswagen, Royale Belge, Glaverbel, Ford en alle andere hun personeelsbestanden op lange termijn niet langer inkrimpen, behoudens de gewone rationaliseringmaatregelen. Wat er dan nog bijkomt, is een supplement en dan zou men goed bezig zijn.

Ik geef het voorbeeld van Royale Belge dat 1 500 tot 2 000 personen niet langer in dienst houdt. Niemand heeft het in dit verband over een sociaal bloedbad omdat de personen vanaf hun vijftigste zullen afvloeien in een of andere overgangs- of bruggenoegsregeling. In België bestaat trouwens het verwachtingspatroon dat men na zijn vijftigste niet meer werkt. We kunnen dit fijn vinden en ik neem aan dat niemand in deze verkiezingstijd aan een 55- of 56-jarige gaat vertellen dat hij terug moet gaan werken. Toch moeten we durven zeggen dat we met een dergelijk systeem de noodzakelijke maatschappelijke, economische en financiële basis ondergraven. Dit verwachtingspatroon moeten we toch eens durven doorprikkken. Ook dit speelt mee in de activiteitsgraad. België heeft het minste aantal actieve onder personen boven 60. In heel dit land gaat niemand ervan uit dat men boven zijn zestigste gaat werken, ondanks het feit dat de pensioenleeftijd op 65 ligt. Zelfs vanaf 55 wordt men al niet meer geacht te werken.

De heer Paul Tant (CVP) : In die zin is de aanwezigheidsgraad meer representatief dan de activiteitsgraad.

De heer Rik Daems (VLD) : Dit is goed mogelijk. Iedereen is nu echter campagne aan het voeren.

Ik kom terug op het probleem van Royale Belge. Royale Belge heeft werknemers die te duur zijn. Deze maatschappij weigert deze personen langer in dienstverband te houden en stelt voor om als zelfstandige voor hen te blijven werken omdat dit goedkoper is. Het gaat dus niet om minder activiteit, maar wel om de kostprijs van arbeid. In dit voorbeeld is er niet echt sprake van een probleem omdat het een door het andere wordt vervangen. Het wordt wel een probleem wanneer we vergelijken met het buitenland op basis van onze activiteitsgraad van 60 tot 70%. Op basis van dat vergelijkpunt zouden die werknemers hier niet worden vervangen in een ander statuut dat het bedrijf minder kost en dus minder opbrengt voor de gemeenschap, maar zouden ze gewoon "weg zijn naar een ander land".

Rik Daems

Wie zich afvraagt welke maatregelen nodig zijn, moet de twee volgende vragen stellen. Hoe kunnen we mensen meer actief maken? Hoe kunnen we bedrijven ertoe aanzetten om aangeworven personen in dienst te houden of zelfs bijkomende aanwervingen te doen? Dit is een verhaal van willen en kunnen. Mensen moeten kunnen werken en willen werken. Kunnen werken heeft meestal te maken met het beschikken over mogelijkheden, vaardigheden en kennis, kortom de vorming. Dit is zeer belangrijk, maar nu niet aan de orde. Willen werken is een financieel verhaal. We moeten hierbij rekening houden met de werkloosheidsval. Iemand die vandaag gaat werken voor het bruto-minimumloon van 42 000 frank houdt daar netto 33 000 tot 35 000 frank aan over. Als die persoon gezinshoofd is, ontvangt hij meer wanneer hij niet werkt.

Ook voor de bedrijven geldt de regel van kunnen en willen. Een bedrijf moet kunnen aanwerven. Bedrijven halen zich nu heel wat verplichtingen op korte en lange termijn op de nek. Iemand die niet aan de verwachtingen voldoet ontslaan, is niet eenvoudig. Bedrijven moeten kunnen aanwerven. De hele regelgeving is een probleem. Willen aanwerven heeft ook te maken met de kosten. De vraag is of een aanwerving voor het bedrijf iets opbrengt. Geen enkel bedrijf zal iemand aanwerven die meer kost dan dat hij opbrengt. Velen in dit halfmond willen dit niet begrijpen. Nochtans is het logisch.

Een kapitaal dat niet rendeert, wordt niet geïnvesteerd. Een actief persoon die zichzelf niet terugbetaalt en geen meerwaarde produceert, wordt niet aangeworven. Het betreft hier een loutere kostenberekening. Op die manier komt men automatisch terecht bij de kostprijs van een werknemer en bij het nettolloon. Ik wil een praktisch voorbeeld geven. Vandaag kost iemand die tegen het minimumloon werkt, ongeveer 500 000 + 200 000 frank patronale lasten. Stel dat deze patronale lasten niet meer verschuldigd zijn en dat dezelfde persoon in plaats van 33 à 34 000 frank netto, wat bijna zoveel is als de maximum werkloosheidssuitkering, 40 à 41 000 frank verdient, denkt de minister dan dat deze situatie arbeidsbevorderend zou werken? De minister zal moeten toegeven dat deze situatie op korte termijn tienduizenden jobs zou opleveren.

Het is wel degelijk zinvol omdat het minimumloon aldus wordt opgetrokken tot op een aanvaardbaar niveau en omdat het bedrijf een besparing realiseert van 200 000 frank wat niet onaanzienlijk is. Ik laat de regelgeving

dan nog buiten beschouwing. Elke studie, zowel binnenlandse als buitenlandse, bevestigen deze stelling.

De vraag blijft of het een haalbaar voorstel is. Vandaag neemt de regering verschillende maatregelen. Een daarvan is de lage loonmaatregel, waar op het minimumloon slechts de helft van de patronale lasten is verschuldigd. De VLD heeft voorgesteld dat er voor elke arbeider of bediende op kruissnelheid een vermindering is van 90 000 frank per jaar. Dit komt neer op de helft van de patronale lasten. Als dit voorstel wordt uitgevoerd, betekent dit concreet dat de arbeidskost 200 000 frank minder bedraagt omdat deze maatregel supplementair bij de regeringsmaatregel bijkomt. Hoeveel bedraagt de nettokost dan nog?

De Centrale Raad voor het Bedrijfsleven heeft, na 15 jaar, het concept "belastingkrediet" ontdekt. Lage lonen kunnen aldus met 1 000 frank netto per maand worden opgetrokken. De budgettaire kostprijs hiervan zou ongeveer twee miljard frank bedragen. Dit betekent dat men bij een herberekening van de belasting 1 000 frank terug krijgt. Het probleem, dat wie geen belasting meer betaalt, er evenmin kan terug krijgen, blijft evenwel bestaan.

Als men wil dat mensen maandelijks een groter nettopbedrag verdienen, dan moet men andere maatregelen nemen. De VLD verdedigt deze logica al twintig jaar. Ik wil niet van negatieve inkomenstbelasting spreken, maar van een bonus van de belasting voor degenen die willen werken. Men komt dan in een systeem terecht waarbij minimumverdiener hun belastingen, en zelfs meer, terug krijgen. Bovendien wordt iemand, die niet meer actief is, vandaag actief met alle financiële repercussies vandien. De totale kostprijs van dit systeem dat enkel voor de lage lonen zou gelden, blijft onder de veertig miljard frank.

Voor dit prijskaartje kan een daling van de loonkosten met 100 miljard worden gerealiseerd die wel gunstig is voor de werkgelegenheid. Want dankzij het systeem van het belastingkrediet zullen tienduizenden betrekkingen die vandaag vacant blijven, worden ingenomen omdat een verhoging van het nettopinkomen met 7 000 à 9 000 frank in vergelijking met een werkloosheidssuitkering aantrekkelijk is.

Kan dit alternatief worden gefinancierd? Natuurlijk, want zoals de heer Reynders heeft aangehaald, schat het Planbureau de beschikbare marge op ruim 2 miljard frank. Ik begrijp de

kritiek op ons voorstel niet. Bovendien zijn wij super voorzichtig en kleden wij de investering die we voorstellen op een welbepaalde manier in.

Voor de berekening van de marge van 2 miljard, werd niet eens uitgegaan van het bevriezen van de primaire uitgaven. Dus als wordt afgestapt van een jaarlijkse aangroei van de primaire uitgaven, wordt de marge nog groter.

Nu alle partijen onze analyse beginnen volgen, wil ik nog verder gaan. Ik maak uiteraard abstractie van de zeer liberale bespiegelingen die premier Dehaene voorbehoudt voor pre-electorale periodes. Zodra de verkiezingen achter de rug zijn, zal zijn standpunt zoals gewoonlijk veranderen. De premier staat echter niet langer alleen met zijn standpunt, want de CVP zelf eist een vermindering van de loonkosten met minstens 100 miljard in de lopende zittingsperiode. De regering stelt zich echter tevreden met 106 miljard op 6 jaar.

Het plan van de SP verrast mij aangenaam. De SP maakt zich sterk om met 150 miljard op 4 jaar 200 000 werkplaatsen in Vlaanderen te creëren. Als de VLD verdedigt om met 200 miljard op 4 jaar 150 000 jobs in heel België te kunnen scheppen, verklaart de SP mijn partij gek. Met 50 miljard minder creëert de SP 50 000 werkplaatsen meer in Vlaanderen, de VLD met 50 miljard meer creëert 50 000 werkplaatsen minder in heel België. Wie heeft nu het meest realistische uitgangspunt, de SP of de VLD?

Eerste minister **Dehaene**: Mijnheer Daems, we zouden de politiek in het algemeen een grote dienst bewijzen door niet steeds opnieuw werkgelegenheid te beloven.

De heer **Rik Daems (VLD)**: Mijnheer de voorzitter, de premier vergeet dat ik een van de enigen ben die nog nooit zoets heb beloofd.

Ik heb altijd verdedigd dat het privé-initiatief werkgelegenheid schept. De werkgever moet uiteraard geïnteresseerd zijn in jobcreatie en de werknemer moet de gecreëerde jobs willen aanvaarden.

Ik stel vast dat de werkgever niet bereid is 700 000 frank per jaar te betalen voor iemand die het minimumloon verdient, maar dat hij 500 000 frank loonkosten wel aanvaardbaar vindt. Ik zit zelf in de zakenwereld en ik weet dat heel wat zelfstandigen bereid zijn 200 à 300 000 frank te betalen voor een halfijdse werkkraacht, maar als hen dat 400 000 à 500 000 frank kost, valt die bereidheid onmiddellijk weg. Een bepaalde

kritische grens is geen enkele werkgever bereid te overschrijden. Dat weet iedereen, zelfs de premier.

De premier weet ook dat heel wat mensen die aan het minimumloon werken, minder verdienen dan wanneer ze gaan stijpen. Waarom zouden ze gaan werken, als ze daarmee hun eigen gezin benadelen? Voor 7 à 8 000 frank meer per maand zijn de mensen wel werkbereid. Dat is de realiteit en deze realiteit is financierbaar. Het Planbureau heeft dat bevestigd en de jongens van het Planbureau zijn niet onze beste maatjes, want ze laten nooit een kans voorbijgaan om onze oplossingen in hun publicaties als onrealistisch af te schilderen. Het is toch verrassend dat de marge van 200 miljard frank die de VLD had vooropgesteld, als waanzinnig werd voorgesteld, terwijl hetzelfde Planbureau drie maanden later verklaarde dat er 200 miljard voor het grijpen ligt waarmee de regering kan doen wat ze wil. Ons voorstel is om met die 200 miljard de loonkosten te verlagen en het nettoloon te verhogen. Beide benaderingen groeien van langsom meer naar elkaar toe en heel wat personen, onder wie ook de premier, verdedigen vandaag het alternatief dat de VLD al jaren lang voorstaat. Het verschil tussen beide benaderingen ligt enkel en alleen in de timing.

Ik zal een eenvoudig voorbeeld geven. Wanneer een bakker zijn broodjes tegen tien frank per stuk verkoopt en een nieuwe bakker in zijn buurt verkoopt zijn broodjes tegen acht frank per stuk, dan zullen de mensen kiezen voor de broodjes van de nieuwe bakker. Dit klinkt misschien belachelijk, maar het is de realiteit. De eerste bakker kan hierop reageren door te zeggen dat hij ervoor zal zorgen dat zijn broodjes vier jaar later eveneens acht frank zullen kosten. Dit is echter geen goede oplossing, want na vier jaar zal hij zijn klanten kwijt zijn en zal het moeilijk zijn hen ervan te overtuigen dat zij opnieuw bij hem moeten komen kopen.

In dit voorbeeld kan men de bakkers vervangen door Nederland en België of Frankrijk en België. Het is in elk geval duidelijk dat de timing bepalend is. Hoe langer men wacht om de loonkosten te laten dalen, hoe meer marktaandelen men verliest. Ik verwijst in dit verband naar een statistiek waaruit blijkt dat het marktaandeel van Nederland, Frankrijk en Duitsland, onze belangrijkste handelspartners op het gebied van marktaandelen, vandaag nog even groot is als zeven jaar geleden. België heeft nog maar 93% van zijn marktaandeel kunnen behouden. Een van de redenen hiervoor is de hoge kostprijs van de

arbeid die de bedrijven aanzet tot rationaliseren en die ertoe leidt dat sommige marktaandelen onbereikbaar zijn voor de bedrijven omdat de kostprijs te hoog ligt. De timing is belangrijk. Reeds in het eerst jaar moet er een belangrijke inspanning worden geleverd.

De regeringspartijen hanteren budgettaire massa's die erg dicht bij elkaar liggen. Het verschil tussen 158 en 200 miljard frank is uiteindelijk niet groot. Ik begrijp dan ook niet waarom men niet bereid is reeds in het eerste jaar een inspanning te leveren. Ik pleit voor eer, soort van alternatieve financiering, waarover misschien wel kan worden gediscussieerd. Wij moeten proberen het verschil in tijd te verkleinen door over te stappen op privatisering. Op die manier kunnen wij het verlies aan marktaandeel misschien beperken en vermijden dat wij terecht komen in dezelfde situatie als Volkswagen, Ford, Glaverbel en andere bedrijven, die banen schrappen om de kosten te drukken.

In die context is het perfect normaal een beleid uit te stippen waarbij de loonkosten snel dalen en de nettolonen verhogen. Dit is de enige oplossing. Deze mogelijkheid is financierbaar. Wij hebben plannen voorgelegd die misschien betwistbaar zijn, maar die de doelstelling benaderen. Ik stel vast dat andere partijen onze plannen vandaag blijkbaar meer genegen zijn dan twee jaar geleden. De SP gaat zelfs nog verder. Met de helft van de middelen willen zij eens zo veel jobs financieren. Ik hoop dat zij daarin zullen slagen.

Le président : La parole est à M. Olivier Deleuze.

M. Olivier Deleuze (ECOLO-AGALEV) : Monsieur le président, monsieur le premier ministre, permettez-moi de "faire du Dehaene". Lors de vos interventions de politique générale, vous nous avez habitués à une présentation abondante de chiffres relatifs aux taux d'intérêt, à l'inflation, au solde net à financer, au solde primaire, à la balance commerciale, à la compétitivité des entreprises, j'en passe des pires et des meilleures.

Je me suis livré à un exercice parallèle au vôtre et je me suis demandé qui a payé tout cela ? En effet, votre titre de gloire est de faire valoir que nous sommes dans l'Euroland et que l'assainissement budgétaire est en vue. Jusque là, c'est incontestable. Je ferai néanmoins deux remarques.

D'abord, l'énorme dérapage budgétaire des années 70-80 est à inscrire au lourd passif de vos partis. Par conséquent,

vous êtes passés du laissez-aller le plus fou à la panique furieuse du plan de stabilité. Ensuite, qui a payé mais aussi qui en a profité ?

Je "ferai du Dehaene" car je serai aussi bref que vous, mais pas autant que ne le fut votre réponse aux bourgmestres des communes à facilités. Qui a gagné ? Les derniers chiffres montrent que le rapport entre les dépenses fiscales et le rendement de l'impôt est de 15% pour les personnes physiques en 1997 : 916 milliards pour le rendement de l'impôt et 145 milliards de dépenses fiscales. Mais pour les sociétés, le rendement de l'impôt est de 214 milliards contre 213 milliards de dépenses fiscales. Dès lors, les sociétés évitent autant d'impôts qu'elles n'en paient.

J'en viens à la disparité des taux d'imposition entre les grandes entreprises et les PME et je me base sur les chiffres de 1995. Le taux d'imposition global est de 15% pour les grandes entreprises et de 32% pour les PME. Donc, non seulement les entreprises ont bénéficié de dépenses fiscales équivalentes au rendement de l'impôt mais, de plus, la fiscalité est évidemment différente puisque ce sont les grosses boîtes qui en profitent plus que les petites : 32% d'un côté, 15% de l'autre.

Quant aux résultats du secteur bancaire, le bénéfice net avant impôt, en 1997 et en tenant compte de l'indice 100 en 1991, était à l'indice 258. Il a donc été multiplié par 2,6 entre 1991 et 1997. Les frais de personnel, quant à eux, ont diminué de 25%. Ces résultats sont la conséquence de votre belle politique de chiffres.

Examinons à présent les résultats du secteur de l'assurance. Les bénéfices avant impôt étaient de 14 milliards en 1991 ; en 1997, ils sont de 66 milliards. Ils ont donc été multipliés par près de 3,7. Quant aux emplois dans ce secteur, ils se chiffraient à 28 000 en 1991 et à 24 000 en 1997. Il s'agit donc d'une diminution de 13%. Je résume : les bénéfices sont en hausse de 368% et les emplois sont en baisse de 13% pour la période des deux gouvernements Dehaene-Di Rupo.

Quant à "l'économie casino", de 1991 à 1998, le PNB a été multiplié par 1,34 et le BEL 20 par 2,8. Les volumes quotidiens échangés à la Bourse de Bruxelles sont 6 fois plus importants en 1998 qu'en 1992. Voilà ceux qui ont profité des mesures prises pour permettre notre arrivée dans l'Euroland et l'obtention d'un déficit budgétaire de 1,6%, etc, etc.

Qui a perdu ? Examinons le pouvoir d'achat des ménages : de 1991 à 1997, il a augmenté de 18%, alors que pendant la même période, le PNB a augmenté de 28%. Cela signifie que la part des revenus du ménage dans le PNB a diminué. C'est normal puisque votre plan global a imposé le gel des salaires réels, des pertes d'emplois, etc.

J'en arrive au chômage de longue durée. En 1991, le nombre de chômeurs de longue durée était de 148 780 unités; en 1997, il était de 210 530 unités. Cela signifie un accroissement de 41%, malgré les exclusions.

Parmi ces exclusions, les suspensions du chômage pour durée anormalement longue étaient en 1991 au nombre de 23 000, tandis qu'en 1997, il y en a eu 18 000. Durant cette période, 170 000 personnes ont été exclues du chômage. Je ne parle même pas des sanctions pour faux document ou travail au noir. Il s'agit de l'application mécanique des règles en matière de chômage anormalement long.

Quant aux exclusions pour des motifs dont je n'ai pas encore parlé, il y en a eu 325 000 entre 1991 et 1997.

Si l'on additionne les suspensions pour chômage de longue durée et les nombreuses exclusions qui ont eu lieu durant vos deux gouvernements, monsieur le premier ministre, on arrive à un total de 496 000 personnes qui ont été exclues du chômage. Ce sont ces gens qui ont payé, monsieur Dehaene.

J'en arrive aux minimexés. En 1991, la Belgique comptait 51 759 minimexés, alors qu'en 1998, il y en avait 82 944, soit une augmentation de 60%. Quand on observe la classe d'âge de ces minimexés, on constate que c'est la catégorie des moins de 25 ans qui a le plus augmenté.

Autre expression de la pauvreté : le nombre des personnes enregistrées comme mauvais payeurs auprès de la Centrale des crédits aux particuliers a augmenté de 35% entre 1991 et 1997.

En conséquence, monsieur Dehaene, la Belgique fait partie de l'Euroland. Les finances publiques se portent mieux. Tous vos indicateurs sont à la hausse. Mais ce ne fut pas l'austérité pour tout le monde : ce ne le fut pas pour les grosses entreprises, ni pour les banques, ni pour les assurances, mais ce fut l'austérité pour les chômeurs, particulièrement ceux de longue durée, de même que pour les minimexés, les pauvres et les jeunes. Tel est pour moi le bilan socio-économique de vos deux gouvernements, monsieur le premier ministre.

De voorzitter : De heer Jef Tavernier trekt zijn interpellatie nr. 2306 in.

De heer Jaak Van den Broeck heeft het woord.

De heer Jaak Van den Broeck (VL.BLOK) : Mijnheer de voorzitter, mijnheer de eerste minister, collega's, wanneer u en uw entourage, mijnheer de eerste minister, het in de media hebben over de economische situatie, dan lijkt het alsof er in België geen vuilte aan de lucht is. Voor een weldenkende Vlaming is het evenwel duidelijk dat deze "goed-nieuws-show" een onwierkend geurtje heeft. België doet het de jongste jaren niet beter maar veeleer minder slecht. De schuld daalt immers niet, maar groeit minder snel aan. Het aantal faillissementen daalt niet, maar wordt verdoezeld. De werkloosheid daalt niet, maar de statistieken worden gemanipuleerd. Zoals collega Daems daarstraks ook al omslachtig te kennen gaf, is het vertrouwen van ondernemers, werkneemers en consumenten in de Belgische economie ver te zoeken. Dat gebrek aan vertrouwen is echter volledig verantwoord.

De stroom faillissementen - en het daaraan gekoppelde banenverlies - houdt niet op. Hoewel het in 1998 euforisch klonk dat het aantal faillissementen in 1997 slechts 1% hoger lag dan in 1996, mogen we niet vergeten dat in 1997 een recordaantal faillissementen werd opgetekend. Het was een triest record : 7 618 ondernemingen gingen failliet en 21 224 banen zijn verloren gegaan. Euforie lijkt op zijn zachtst gezegd misplaat. In de voorbije elf jaar gingen maar liefst 59 100 Belgische ondernemingen over kop. Verontrustend daarbij is dat de netto-aangroei van ondernemingen daalt : in 1991 kwamen er netto nog 21 929 ondernemingen bij terwijl er dat in 1996 nog slechts 11 488 waren, met natuurlijk de nodige gevolgen voor de werkgelegenheid. Ondertussen is de regering tevreden dat ze kan uitpakken met cijfers waaruit blijkt dat het aantal faillissementen in 1998 gevoelig is gedaald. Die forse vermindering is echter niet te danken aan een goed beleid of een betere conjunctuur, maar aan de nieuwe faillissementswet die op 1 januari 1998 van kracht werd. Deze wet bepaalt onder meer dat het gerechtelijk akkoord de regel moet worden en het faillissement de uitzondering. Het gevolg daarvan is dat er officieel minder faillissementen zijn !

Naast het "corrigeren" van de faillissementsstatistieken houdt de regering-Dehaene zich - via minister van Arbeid Miet Smet - vlijtig bezig

met het oppoetsen van de werkloosheidscijfers, met als doel enerzijds de bevolking gerust te stellen en anderzijds haar prestige veilig te stellen. Ondanks de plechtige verklaring van Miet Smet dat "de regering niet snoemelt met werkloosheidscijfers" - een citaat uit *De Standaard* - zijn deze cijfers een voorbeeld van puur bedrog. Het valt niet te ontkennen dat de werkloosheidscijfers op papier inderdaad zijn gedaald. Ze zijn evenwel eerder het resultaat van statistisch gegoochel dan de vrucht van een doordacht werkgelegenheidsbeleid.

Door de creatie van dubieuze programma's zoals de werkloosheidsonderbreking, het invoeren van de categorie van de oudere niet-werkzoekende werklozen, de PWA's en de uitbreiding van het stelsel van conventioneel brugpensioen is de regering erin geslaagd de officiële werkloosheidscijfers drastisch te "beperken" en systematisch te doen dalen. In werkelijkheid daalt de werkloosheid heel wat minder dan de regering steeds laat uitschijnen omdat de personen, die onder voornoemde stelsels vallen, systematisch uit de statistieken worden geschrapt.

Het uiteindelijke gevolg van dit jarenlange gesjoemel is dat de werkloosheid meer dan dubbel zo hoog ligt als officieel wordt toegegeven. Zo bleek uit de cijfers van de Rijksdienst voor Arbeidsvoorziening dat er eind september 1998 officieel 438 614 werkloze Belgen waren maar dat in feite 886 380 Belgen een volledige of gedeeltelijke werkloosheidssuitkering genoten. Daarbij werd dan nog geen rekening gehouden met het aantal definitief of tijdelijk geschorste werklozen. Zo werden de jongste drie jaar maar liefst 161 349 personen geschorst, waarvan 67 834 definitief.

In de piaats van werk te maken van een degelijk tewerkstellingsbeleid, waarbij onder andere de problematiek van de te hoge loonkosten en vennootschapsbelasting zou moeten worden behandeld, blijft de regering de voorkeur geven aan een batterij aan banenplannen om deze wantoestand te verhelpen. Daarmee wordt de jarenlange traditie in ere gehouden om werklozen via een loonsubsidie, bijdragevermindering, premie of dergelijke meer aan een baan te helpen. Het positieve effect van deze vormen van gesubsidieerde tewerkstelling is echter artificieel. Het is in de tijd beperkt omdat de tewerkstelling rechtstreeks afhangt van het toekennen van de subsidie. Een dergelijk systeem van banenplannen lost dus in wezen niets op. Dit is echter niet het enige probleem.

Het systeem van banenplannen wordt bovenindien gekenmerkt door inefficiëntie. Het nog steeds groeiende arsenaal van tewerkstellingsplannen is onderling niet afgestemd, zodat ze elkaar vaak overlappen en beconcurreren. Gevolg is dat ruim één werknemer op vier profiteert van tenminste twee tewerkstellingsmaatregelen.

Dit totaal gebrek aan coördinatie gaat bovenindien gepaard met een massa hoogst ingewikkelde administratieve procedures. Veel van deze banenplannen kenden tot nu toe dan ook weinig succes. Erger nog, ze leidden tot perverse situaties waarin ondernemingen hun personeelsbestand hebben vervangen door nieuwe werknemers die in aanmerking komen voor een subsidieregeling. Het netto-effect van deze maatregelen op de werkgelegenheid was in het verleden dan ook ronduit bedroevend. Een studie van het planbureau en enquêtes van het IRES en het vakblad Personeel & Organisatie wijzen op een netto jobcreatie van respectievelijk 15, 12 en zelfs 0%. Dit betekent dus dat 85 tot 100% van de arbeidsplaatsen die genieten van een overheidssubsidie er ook zonder die overheidstussenkomst waren gekomen. Het verklaart meteen waarom de regering altijd naar buiten treedt met bruto cijfers wanneer er wordt gesproken over de resultaten van de banenplannen. Succesvol of niet, de tewerkstellingsplannen kosten handenvol geld. Eén bijkomende arbeidsplaats kost bruto al vlug 600 000 tot 800 000 frank.

Ondertussen heeft de regering in het kader van het Belgisch actieplan voor de werkgelegenheid een nieuw banenplan in petto dat een lastenverlaging inhoudt voor alle werknemers in alle sectoren. De bedoeling is dat de patronale bijdrage op zes jaar tijd in die mate wordt verminderd dat ze overeenkomt met het gemiddelde van de buurlanden. Dit betekent dat de werkgeversbijdrage met 3,4 procentpunt moet dalen, wat neerkomt op een lastenverlaging van 108 miljard frank of 18 miljard frank per jaar.

Met de reeds gebeurde sociale drama's in het achterhoofd - Renault-Vilvoorde, Levi Strauss, Nova, Verlipack en andere - kan worden gezegd dat deze lastenverlaging te laat komt. Bovendien kunnen wij pas over zes jaar op gelijke voet strijden met de buurlanden, op voorwaarde uiteraard dat zij hun lasten inmiddels niet verlagen. Dit is zeer lang en sluit eventuele bijkomende sociale drama's niet uit. Volgens het Planbureau moet het nieuwe banenplan in theorie 50 000 jobs opleveren tegen het jaar 2004, wat op 'n kostprijs van om en

bij de 2 miljoen per nieuwe arbeidsplaats neerkomt. Het valt af te wachten of dat cijfer zal worden behaald.

Ondertussen dreigt de regering nog met een andere "mirakeloplossing", met name de arbeidsduurverkorting. Dat de invoering van de arbeidsduurverkorting de werkloosheid zal oplossen, is een ernstige en onbegrijpelijke misvatting. Niettemin heeft een dergelijk systeem alweer een schare supporters. Ook de regering experimenteerde reeds op dat vlak. Ik verwijst naar het plan-Vande Lanotte-Di Rupo.

Het Vlaams Blok wijst werklijdverkorting af als middel om werkgelegenheid te creëren en met dat standpunt staan wij zeker niet alleen. De vooraanstaande en wereldvermaarde econoom Edmund Phelps, De Europese Commissie, de OESO, het Liberaal Verbond der Zelfstandigen, de zakenbanken Crédit-Suisse, First Boston en Goldman Sachs, het economisch onderzoeksinstiutuut, allemaal personen en instanties die de werklijdverkorting als arbeidschepende maatregel verwierpen. Meer nog, ook in de praktijk werd reeds aangetoond, onder andere in Frankrijk en Duitsland, dat werklijdverkorting zij het met of zonder loonverlies, niet de verhoogde resultaten oplevert. Trouwens, ook het Belgisch experiment in de spijkerfabriek Yvens-Decropet bij Luik, leidt tot onvoorzien meerlasten.

Is deze malaise normaal te noemen? Uiteraard niet. De grote schuldige is het nefaste beleid van de regering-Dehaene, voor wie de afbouw van de torenhoge schuldenlast de enige doelstelling is. Dat daarbij de bevolking via de steeds stijgende belastingen wordt uitgeperst en de economie de grond ingeboord, is voor deze regering van ondergeschikt belang of dringt niet tot het bewustzijn door. Elke Belgische begroting betekent een nieuwe aderlating, zowel voor de ondernemingen als voor de bevolking. Dit heeft uiteraard een impact op de concurrentiekraft en uiteindelijk op de werkgelegenheid. Ondanks de toenemende inspanningen van de bevolking en de talrijke "cosmetische" ingrepen in de begroting, bedraagt de Belgische overheidsschuld nog steeds veel meer dan 100% van het bruto binnenlands product. In 1998 liet de regering echter niet na om met enige fierheid aan te kondigen dat België met 118,4% niet langer de hoogste overheidsschuld van Europa had. Met name Italië kwam uit op 118,5%.

Een schrale troost als men weet dat van elke 100 frank die een werknemer verdient, hij meteen 55,5 frank mag afgeven aan de Staat. Van de 44,5 frank

die hen rest, mag hij nogmaals 10 tot 15 frank afgeven aan de Staat onder de vorm van BTW, accijnzen, registratie-rechten en dergelijke. De loonbelasting was nog nooit zo hoog als tegenwoordig. Met een globale belastingdruk van 46,5% van het BBP, heeft België de bedenkelijk eer om de vierde hoogste belastingdruk van alle OESO-landen te hebben.

De toekomst brengt alvast geen verbetering. In 1999 worden de belastingschalen opnieuw geïndexeerd. Alhoewel hiermee een einde komt aan de sluipende belastingverhoging tijdens de periode 1993-1998 - goed voor 230 miljard frank extra - blijft de verhoogde belastingdruk uit deze periode voor altijd behouden. Dit betekent dat een gemiddeld gezin ook in de toekomst jaarlijks ruim 20 000 frank meer belastingen mag betalen. Ik moet u wellicht niet zeggen dat de belastingfactuur het snelst blijft stijgen voor de Vlamingen.

Dat dit surplus aan belastinggeld de competitiviteit van de ondernemingen niet ten goede is gekomen en helemaal niet werd omgezet in meer werkgelegenheid is, mijns inziens, het meest ergerlijke aan deze zaak. De enige uitweg om gezichtsverlies te vermijden en het gevoerde beleid te verantwoorden, is de statische magie. Officieel daalt de werkloosheid en neemt het aantal faillissementen af. De problemen blijven echter en zullen alleen maar toenemen. Deze conclusie wordt eveneens bevestigd door het *Institute for Management Development* (IMD) dat jaarlijks het concurrentievermogen van 46 landen onderzoekt. Stond België in 1993 nog op de 12e plaats, in april 1998 was ons land reeds naar de 23ste plaats getuimeld. Volgens het IMD was het beleid de grote boosdoener. België staat in deze categorie op de 45ste plaats, nog net vóór Polen. De inefficiënte overheid nekt de Belgische competitiviteit. Eerder had België in de ranglijst van het *World Economic Forum* een duik van de 25ste naar de 31ste plaats genomen. Naast de hoge belastingtarieven werd de achteruitgang hoofdzakelijk veroorzaakt door de grote omvang en rol van de overheid en haar incompetente.

Deze wantoestand is vooral voor Vlaanderen tragisch. Vlaanderen beschikt immers over de nodige dynamiek om de crisis te boven te komen. Bovendien staat het bekend voor zijn kwaliteit, zijn eerlijkheid en zijn noeste arbeid. Vlaanderen kan echter niet vooruit omwille van het Belgische keurslijf. Vlaanderen kan geen degelijk tewerkstellingsbeleid voeren omdat het enerzijds niet over de

nodige bevoegdheden beschikt en, anderzijds omdat het voor de financiering nog grotendeels van het Belgische federale kader afhangt. Mocht Vlaanderen tewerkstellingsmaatregelen met de eigen begroting willen financieren, zou dit steevast door Wallonië worden geboycot.

Het is genoegzaam bekend dat de verschillende dynamiek alles te maken heeft met een verschil in mentaliteit. De PS-staat Wallonië heeft een speciale traditie om werkgelegenheid in stand te houden. Ze laat er liefst de overheid, *in concreto* de Vlamingen, voor opdraaien. Wallonië heeft geen globaal ondernemingsbeleid. Het investeringsklimaat is er slecht. De honderden miljarden subsidies die naar Wallonië werden versluist - niet alleen door de transfers in de sociale zekerheid - hebben in niets bijgedragen tot het economisch herstel van Wallonië.

De PS-naffia heeft de smaak te pakken gekregen om via dreigementen nog meer geld naar het Zuiden te laten vloeien. Bewijs hiervan is het verbazingwekkend arsenaal aan overheidsholdings, intercommunales voor economische expansie en investeringsmaatschappijen die op totaal ondoorzichtige en vooral economisch onverantwoorde wijze geld blijven pompen in verlieslatende bedrijven en sectoren.

Vlaanderen koos resoluut voor saneren en innoveren. Beetje bij beetje is bij ons de mentaliteit gerijpt dat overheids geld op een gerichte wijze aangewend, veel meer kan bijdragen tot een gezond investerings- en ondernemingsklimaat.

Vlaanderen schept met de dag meer jobs in toekomstgerichte sectoren. Vlaanderen zou echter nog veel verder staan indien het niet met handen en voeten aan Wallonië zou gebonden zijn.

De Vlamingen hebben echter mooi praten over een Vlaamse dynamiek tegenover een Waals gebrek aan industriële vernieuwing. Er worden geen echte conclusies getrokken, niet door de CVP en nog veel minder door de SP. Er is niet het minste teken dat Vlaanderen zijn eigen middelen zal kunnen aanwenden of een eigen politiek zal kunnen voeren. Wallonië blijft zweren bij subsidies en wijst elke maatregel via fiscaliteit af. (*Onderbreking door de heer Jacques Lefevre*)

C'est la vérité, monsieur Lefevre, et vous le savez très bien.

De PS-staat Wallonië voert niet alleen een desastreus economisch wanbeleid, maar boycot dus ook nog eens het Vlaams economisch beleid. Een daling van de loonkosten en de belastingdruk

zou Vlaanderen nog veel meer in staat stellen te concurreren met zijn buurlanden, bijvoorbeeld Nederland. Zo zouden bestaande jobs worden gevrijwaard en nieuwe geschapen. Zo zou Vlaanderen aantrekkelijk blijven voor de reeds aanwezige ondernemingen en wordt het aantrekkelijk voor nieuwe ondernemingen. Wallonië ontnemt ons echter die troeven en zorgt ervoor dat Vlaamse ondernemingen of filialen van buitenlandse ondernemingen niet meer rendabel zijn.

Door hun collaboratie met de PS komen de CVP en de SP niet meer op voor het eigen volk. Meer nog, door de politieke constructie van de regering-Dehaene kan geen economische politiek die naam waardig worden geoerd. Onder druk van Wallonië wordt te veel tijd en energie gestoken in de krampachtige bescherming van bestaande jobs in sectoren zonder toekomst, in plaats van de condities te scheppen waarin nieuwe jobs kunnen worden gecreëerd. Het is niet door het bestaand aantal jobs te herverdelen over meerdere werknemers, dat de economie uit het slop wordt gehaald. Het is ook niet met het oneindig aantal banenplannen dat wij duurzame werkgelegenheid scheppen. De ondernemingen moeten beter en sneller kunnen inspelen op technologische ontwikkelingen en nieuwe commerciële uitdagingen. Daartoe moeten ze meer ruimte krijgen om initiatieven te nemen en moeten ze ook kunnen terugvallen op een arbeidsmarkt die de vereiste werknemers kan leveren. Een permanente scholing, vorming en een kwalitatief hoogstaand onderwijs zorgen voor een betere arbeidsmarkt. Maar bovenal moet ook de loonkost naar omlaag. Zolang de regering de ondernemingen niet voldoende zuurstof geeft, zal er nooit meer werk worden gecreëerd.

Het Vlaams Blok herhaalt zijn eis voor een onafhankelijk Vlaanderen. Alleen een onafhankelijk Vlaanderen kan een veel dynamischer economisch beleid voeren dan een deelstaat Vlaanderen dat zijn budgettaire mogelijkheden beperkt ziet als gevolg van een voortdurende kapitaalsafstroming ten voordele van het failliete Wallonië.

Het Vlaams Blok eist voor Vlaanderen dan ook de fiscale autonomie op. Alleen op die manier kan Vlaanderen zijn eigen sociaal en economisch beleid voeren, aangepast aan het eigen kunnen en de eigen noden. Alleen op die manier zal er een einde komen aan de jaarlijkse miljardentransfers van Vlaanderen naar Wallonië. Die transfers kosten Vlaanderen veel welvaart en welzijn en halen bovendien - dat is nog het ergste - ook Wallonië niet uit het slop. Fiscale

bevoegdheid voor alle grondgebonden maten betekent het einde van het huidige consumptiefederalisme en leidt ontegenspekelijk tot een meer efficiënt beleid ten aanzien van deze maten.

Wie verantwoordelijk is voor zijn eigen centen, springt er immers voorzichtiger mee om. Dat is echter nog niet alles. Met fiscale autonomie beschikt Vlaanderen over de nodige budgettaire ruimte om een belastingverlaging door te voeren, zodat mensen en ondernemingen terug ademruimte krijgen. Deze verlaging van de belastingdruk zal niet alleen de arbeidskosten doen dalen en de concurrentiepositie van de ondernemingen verbeteren, maar zal ook leiden tot een stijging van de werkgelegenheid en de koopkracht. Fiscale autonomie betekent dus niet meer noch minder dan een verbetering van de Vlaamse welvaart en het Vlaamse welzijn.

De voorzitter : De eerste minister heeft het woord.

Eerste minister Dehaene : Mijnheer de voorzitter, collega's, sommigen hebben er zich over verwonderd dat de regering niet is ingegaan op de wens om een mededeling te krijgen over de budgetcontrole. Ik vestig er uw aandacht op dat dit al twee jaar niet is gebeurd en dat budgetcontrole normaal een technische operatie van bijsturen van de begroting is, wat normaal geen belangrijk moment van nieuwe politieke beslissingen is. Daarom heeft de regering het in de commissie voor de Financiën bij een technische mededeling willen laten. Toegegeven dat er tijden waren waarin de budgetcontrole het opstellen van een nieuwe begroting betekende, maar vermits de regering de begroting onder controle heeft, is budgetcontrole een puur technische operatie die volgens ons geen aanleiding diende te geven tot een mededeling in het parlement.

Een aantal interpellanten spitsten hun interpellatie toe op de problematiek van de tewerkstelling, gezien de begroting volledig in de lijn ligt van de EMU en de daardoor gestelde vereisten. Bovendien nemen wij ook nog eens deel aan het stabiliteitspact. Nu dit probleem is opgelost, is het blijkbaar nooit een probleem geweest voor iemand en verkiest men het over andere onderwerpen te hebben. Dit gebeurt terecht, want inzake tewerkstelling moeten wij nog inspanningen leveren om de resultaten nog te verbeteren.

Dehaene

Je voudrais préciser deux points qui sont plutôt d'ordre administratif. M. Reynders a d'une part plaidé pour des statistiques transparentes, d'autre part il s'est plaint qu'avec le bilan social, etc. on multipliait les formalités administratives.

Au niveau des chiffres de l'emploi, il faut d'abord s'entendre sur les termes. Lorsqu'on parle des statistiques du chômage, pour moi, un chômeur est quelqu'un qui se dit disponible pour le marché de l'emploi. Il n'y a donc rien à redire sur les statistiques telles qu'elles sont publiées par le ministère de l'Emploi et du Travail. Lorsque je lis les communiqués du VLD, je comprends que M. Reynders dise que tous ceux qui sont payés par l'ONEM sont des chômeurs.

M. Didier Reynders (PRL-FDF) : Je ne rédige pas encore les communiqués du VLD.

M. Dehaene, premier ministre : Vous allez dans ce sens, mais vous n'allez pas jusqu'au bout. Comme le VLD veut toujours trouver des phrases plus spectaculaires, il prend tout.

J'ai, dans le passé, plaidé pour que l'ONEM scinde le paiement des chômeurs et le remboursement de certains statuts sociaux (préensions, interruptions de carrière, etc.). Mais considérer que parce qu'ils sont payés par l'ONEM ce sont des chômeurs, c'est prouver qu'avec des statistiques on peut faire tout ce qu'on veut.

Je m'en tiens à la définition du chômeur : personne disponible pour le marché de l'emploi. La preuve que toutes les personnes inscrites à l'ONEM ne sont pas des chômeurs est que, si vous procedez à un recrutement, il y aura si peu de personnes disponibles sur le marché de l'emploi que vous n'arrivez pas à occuper tous les postes que vous créez.

Ma définition est assez simple et les statistiques du ministère de l'Emploi et du Travail correspondent à celle-ci.

Deuxièmement, lorsque M. Reynders fait allusion au bilan social et à toute une série d'autres formalités, je lui donne partiellement raison.

Je ne trouve pas que la publication d'un bilan social soit une formalité administrative superflue. Aucune entreprise ne se plaint de devoir publier son bilan économique. Comme toutes les entreprises ont la prétention de jouer un rôle social, faire connaître le rôle social qu'elles jouent les sert aussi, ne fut-ce qu'en termes *de public relations*. Cela augmente la transparence et je ne crois pas que cela les gêne.

Vous avez raison lorsque vous dites que la multiplication des formulaires provient en partie du fait que chaque administration demande aux entreprises des informations qui sont déjà disponibles ailleurs dans l'administration. Une bonne utilisation de l'informatique et des réseaux pourrait éviter pas mal de papetterie.

Lors du Conseil des ministres de la semaine dernière, nous avons approuvé trois mesures qui sont des mesures de base en la matière.

1. Nous avons instauré un registre national des entreprises comme nous l'avons fait avec le numéro de registre national attribué à chaque citoyen. Chacun pourra y retrouver les informations de base sur l'entreprise.

2. Nous avons également réformé la loi statistique, en donnant la faculté à l'INS d'aller rechercher des données dans la banque Carrefour de la sécurité sociale et ailleurs. L'INS ne devra donc plus réclamer aux entreprises des données aux entreprises, trois ou quatre fois par an, mais une seule fois par an et seulement pour des informations introuvables ailleurs.

3. Nous avons poursuivi une opération déjà en route depuis un certain temps, qui est l'informatisation de la sécurité sociale, dont l'élément de base a été l'instauration de la banque Carrefour. Nous nous orientons maintenant vers un formulaire trimestriel dont les éléments seront ensuite répartis dans les différents secteurs de la sécurité sociale par la banque Carrefour. J'espère qu'avec le temps, ces mêmes données pourront aussi être utilisées par le fisc pour les données relatives aux salaires.

Nous aurions pu introduire cette réforme à partir du 1er janvier 2000, mais nous avons préféré laisser un an de plus pour être fin prêts, mais surtout pour ne pas imposer aux entreprises les modifications nécessaires au moment où elles seront confrontées aux problèmes informatiques prévus en 2000.

Ce sera une simplification assez spectaculaire qui éliminera au moins une cinquantaine de formulaires et qui utilisera à fond les possibilités de l'informatique et des réseaux, évitant ainsi d'avoir à redemander sans cesse aux entreprises toutes ces informations.

Dit waren mijn opmerkingen over de statistische en administratieve vaststellingen van de heer Reynders.

Ik kom dan tot de resultaten van het beleid op het vlak van de tewerkstelling. Als ik er de statistieken van de Europese Commissie en Eurostat

bijneem, stel ik vast dat er in België tussen 1990 en 1997 213 000 bijkomende jobs werden gecreëerd. Dit is een aanzienlijk grotere toename dan het Europese gemiddelde. Als ik de tewerkstellingsgraad bekijk, stel ik vast dat deze in ons land is gestegen van 54,7% in 1990 naar 57,3% in 1997. Daarmee zitten we nog steeds onder het Europese gemiddelde maar het verschil ten opzichte van dat gemiddelde is wel kleiner geworden. Deze tewerkstellingsgraad ligt daarmee nog steeds te laag maar men mag niet beweren dat er geen verhoging is waar te nemen. Wat de gestandaardiseerde werkloosheidscijfers van de Europese Unie betreft, zitten wij in 1997 op 9,2% wat lager is dan het Europese gemiddelde dat 10,7% bedraagt.

Uit de Belgische cijfers van de RSZ blijkt dat, tussen het tweede kwartaal van 1997 en het tweede kwartaal van 1998, de werkgelegenheid is toegenomen met 33 700 in Vlaanderen, 12 400 in Wallonië en met 3 500 eenheden in Brussel. Het aantal faillissementen is tussen 1997 en 1998 gedaald met 10,8%. Als ik de werkloosheidscijfers bekijk, stel ik vast dat er tussen het vierde kwartaal van 1997 en het vierde kwartaal van 1998 een vermindering is waar te nemen met 33 955 eenheden, hetzij 5,13%. In Vlaanderen bedraagt deze vermindering 6,6%, in Wallonië 4,10% en in Brussel 2,5%. Dit heeft niets te maken met uitsluitingen of brugpensionen aangezien het aantal van beiden is verminderd. Het gaat hier dus wel degelijk om een stijging van de werkgelegenheid. Men kan dan ook niet beweren dat het beleid van de regering op dat vlak geen resultaten heeft opgeleverd.

De regering heeft ook geopteerd voor een vermindering van de arbeidskost.

Je tiens à préciser que le gouvernement n'est pas resté insensible à la critique formulée au sujet du trop grand nombre de réductions différentes du coût salarial. A partir du 1er avril prochain, date d'entrée en vigueur du plan sur 6 ans de réduction des coûts salariaux que le gouvernement avait conclu avec les partenaires sociaux, toutes les mesures seront pratiquement intégrées dans une seule.

Soixante-et-un milliards sur les 80 sont intégrés dans la mesure générale de réduction du coût salarial, dans laquelle nous avons inclus le marbel, les bas salaires ainsi que les nouvelles réductions. Une série de projets comme les plans à l'emploi, disparaissent. Ne subsiste plus qu'une mesure transparente dont on sait à l'avance comment elle va évoluer sur une période de six ans.

Dehaene

Je rappelle que, parmi les chiffres cités dans la note "budget control", 61 milliards font partie de cette mesure unique. L'élément le plus important qui est maintenu est la mesure "Plus 1" qui me semble utile et que j'hésiterais à éliminer.

Cette politique aboutira à une réduction forfaitaire à la base, ce qui est notre technique, pour les ouvriers de 37 916 francs par an en 1999, qui passera à 45 532 francs en 2000. Pour les employés qui ne bénéficiaient pas jusqu'à présent du maribel, la réduction est de 10 684 francs à partir du 1er avril et sera portée à 23 892 francs à partir du 1er janvier 2000.

Met andere woorden, wij hebben geopteerd voor een forfaitaire vermindering wat wil zeggen dat het om een veel belangrijker bedrag gaat voor de lagere lonen.

De heer Rik Daems (VLD) : Mijnheer de eerste minister, u hebt het over een forfaitaire verlaging - iets wat wij trouwens steeds hebben voorgesteld - maar waarom schakelt u niet alles gelijk. Waarom laat u dat verschil met de Maribel-operatie nog bestaan ?

Eerste minister Dehaene : Aangezien er voor de arbeiders in de meeste sectoren reeds een Maribel-operatie werd doorgevoerd, hadden we de keuze : ofwel geen extra verlaging voor de arbeiders en wel voor de bedienden, ofwel lieten we de verlaging voor de arbeiders pas stijgen op het moment dat ze door de bedienden waren ingehaald. Wij hebben ervoor gekozen deze inhaaloperatie over een termijn van zes jaar te spreiden. Met andere woorden, u kunt vaststellen dat de verlaging voor de bedienden vrij snel stijgt. Het is evenwel de bedoeling te eindigen met één forfaitaire vermindering die voor iedereen geldt. We hebben evenwel gekozen voor een geleidelijke aanpak omdat we gedurende het eerste jaar de arbeiders een extraatje wilden geven.

Ik voeg daaraan toe dat daarin ook de Maribel voor de sociale sector zit die op 1 januari 1999 reeds voor 6 947 bijkomende arbeidsplaatsen heeft gezorgd. Uiteindelijk moet dit resulteren in 10 000 bijkomende arbeidsplaatsen in de welzijnssector.

Bovendien hebben wij nog een andere maatregel genomen in verband met de laaggeschoolden en de lage lonen, met name de goedkeuring van 9 000 Smet-bananen, waarvan er reeds 4 500 zijn ingevuld.

J'en viens à la question de M. Reynders concernant la discussion relative au plan Maribel au niveau de l'Union

européenne. Il est exact que les négociations sont engagées avec la Commission européenne. Ces négociations n'ont pas encore abouti, mais un accord a été conclu avec l'Union européenne par rapport au niveau système. En d'autres termes, la discussion est close quant à ce que nous pouvons faire. Nous discutons uniquement de ce que nous pouvons récupérer.

Sans dévoiler le contenu de la négociation, qui ne sera naturellement terminée que lorsqu'elle sera globalisée, je puis vous assurer, d'une part, que la récupération en question n'aura pas lieu par le biais d'un déboursement de la part des entreprises mais bien d'une récupération étalée dans le temps, sous la forme d'une diminution du montant auquel elles avaient droit, et d'autre part, que nous pouvons réduire cet impact en recyclant le produit résultant de cette diminution. En d'autres termes, l'économie réalisée en limitant nos dépenses peut être recyclée et donc affectée aux entreprises qui emploient des ouvriers, de telle sorte que l'impact soit réduit.

Ces deux principes sont acquis. Quant aux autres éléments, la discussion est toujours en cours.

Ik kom dan tot de opmerkingen inzake de vermindering van de arbeidskosten met het oog op de creatie van werkgelegenheid. Vooraf moet ik wel even ingaan op drie stellingen die hier naar voren werden gebracht.

Ten eerste, ik ben het eens - dat zeg ik al langer en wij hebben daaraan ook al gewerkt - met de thesis dat de Belgische activiteitsgraad moet worden verhoogd. Gelet op de veroudering van de bevolking zullen wij de leeftijd voor het brugpensioen moeten optrekken. Daarmee zijn wij deze legislatuur al begonnen door de brugpensioengerechtigde leeftijd van 55 tot 58 jaar te verhogen. Men hoeft geen groot profeet te zijn om te stellen dat terzake nog meer stappen zullen moeten worden gedaan. Een van de elementen waarmee men het evenwicht kan herstellen tussen actieven en niet-actieven, tussen degenen die bijdragen tot de pensioenen en degenen die een pensioen genieten, is precies de intensivering van de activiteitsgraad. De lage activiteitsgraad voor personen ouder dan 50 jaar in ons land is onhoudbaar.

Deuxièmement, je partage les idées de M. Reynders quant à la formation. En effet, l'effort principal en termes d'emploi devra de plus en plus

concerner la formation, sur deux niveaux : l'un dépendra surtout des communautés, compétentes en matière d'enseignement, l'autre, des entreprises.

Les efforts à l'égard des chômeurs et surtout des travailleurs au sein des entreprises devront être en augmentation constante. L'entreprise devra les considérer comme un investissement et non comme un coût supplémentaire au salaire. Nos entreprises ont accumulé un certain retard qu'elles ont d'ailleurs reconnu dans l'accord interprofessionnel. En effet, celui-ci prévoit une augmentation des efforts de formation afin d'essayer de nous aligner sur nos principaux partenaires, dans un rythme parallèle au rythme prévu des réductions de charges.

Dat wordt een van de centrale beleidspunten in de toekomst. In dit verband laat ik nog het volgende opmerken. Wij kunnen niet naast de vaststelling kijken dat de werkloosheid bij vrouwen trager daalt dan deze bij mannen, terwijl er alsmaar meer knelpunten in de arbeidsmarkt zijn. Vandaar dat wij samen met de gemeenschappen, de RVA en de bedrijven inspanningen moeten doen om de arbeidsmarkt voor vrouwen toegankelijker te maken. Inderdaad, de artificiële opdeling in vrouwelijke en mannelijke jobs is niet van de baan door het verbod op specifiek seksegerichte jobadvertenties. De realiteit is dat veel te weinig vrouwen technisch worden geschoold, dat de bedrijven op zoek naar technici zich te weinig tot vrouwen richten en dat ook de VDAB vooral aan mannen technische bijscholingen biedt. Willen wij de werkloosheid bij de vrouwen en meteen de knelpunten op de arbeidsmarkt aanpakken, dan zal men de vrouwen veel meer naar een technische opleiding moeten sturen dan nu het geval is.

De voorzitter : De heer Rik Daems heeft het woord.

De heer Rik Daems (VLD) : Mijnheer de voorzitter, graag vernam ik van de eerste minister wat zijn standpunt is over een suggestie in verband met vorming en opleiding, die wij maar ook anderen al een tijdje propageren. Vorm en opleiding worden meer en meer een zaak van de bedrijven zelf. Het is duidelijk dat enkel zij deze optimaal aan de arbeidssituaties kunnen aanpassen. Wie in opleiding is, is niet productief. Vandaar dat wij voorstellen de sociale lasten voor de uren die de werknemer in opleiding is en dus niet productief voor het bedrijf, af te schaffen, zodat men met de vrijgekomen kredieten gedeeltelijk de opleidingen kan betalen.

Eerste minister **Dehaene** : U moet een onderscheid maken. Werklozen die in een bedrijf een vorming genieten, krijgen verder hun werkloosheidsvergoeding. De werkgever moet daar enkel een bedrag bovenop uitbetalen, maar tegen zeer lage arbeidskosten gedurende zes maanden. Ik was gisteren toevallig in een bedrijf dat dit systeem heeft toegepast en dat ermee veel succes heeft geboekt.

De heer **Rik Daems** (VLD) : Dit is een goed idee en ik ben het er ook mee eens. Ik heb het niet over mensen die worden aangeworven, maar over mensen die in het bedrijf zijn.

Eerste minister **Dehaene** : Het gaat niet alleen om bijkomende aanwervingen, maar ook om vervangingen.

De heer **Rik Daems** (VLD) : Ik heb het over personen die in het bedrijf zijn en die tijdens hun dertigjarige loopbaan moeten worden bijgeschoold. Is het geen goed idee om de sociale lasten, op de uren die aan een dergelijke opleiding worden besteed, te laten vallen?

Eerste minister **Dehaene** : Daar ben ik het niet mee eens. Opleiding is een investering door het bedrijf. De sociale zekerheid moet daar niet in bijdragen. De bedrijven zullen leren dat het investeren in werknemers een taak voor hen is.

Bovendien zal de leeftijd waarop men in aanmerking komt voor brugpensioen nooit kunnen worden opgetrokken zolang de bedrijven hun mentaliteit niet veranderen. In het personeelsbeleid en de arbeidsorganisatie van de bedrijven moet het mogelijk worden dat werknemers, die een dagje ouder worden en de taken die ze tot dan toe deden niet meer kunnen vervullen, een andere functie in het bedrijf krijgen. Nu kiest men nog al te vaak de gemakkelijke oplossing van het brugpensioen.

De heer **Rik Daems** (VLD) : Ik heb het precies over de opleiding van jonge en oude werknemers. Ook in het verleden heb ik u gezegd dat het niet logisch is dat werknemers boven de 50 jaar een gelijk percentage aan sociale lasten op hun loon moeten afdragen als jongeren. Ze worden zo immers alleen maar duurder. Ze worden bijgevolg minder productief, worden uitgesloten en komen ten laste van de gemeenschap. We moeten echter de productiviteitscurve van arbeiders en bedienden in ogenschouw nemen. Als we de sociale lasten geleidelij¹ doen afnemen tot ze

uiteindelijk niets bedragen, dan kunnen dergelijke werknemers in dienst worden gehouden met het oog op de overdracht van ervaring naar de jongere werknemers.

Eerste minister **Dehaene** : Ook in dit verband ben ik er niet van overtuigd dat dit via de sociale lasten moet worden opgelost. Meer flexibele looncurves zijn terzake noodzakelijk.

De heer **Rik Daems** (VLD) : Men moet hoe dan ook rekening houden met een kostenfactor.

Eerste minister **Dehaene** : Vooraleer het te hebben over de arbeidskosten en de budgettaire marges die iedereen nu ontdekt, wil ik even stilstaan bij een ander punt, namelijk de grotere flexibiliteit op het vlak van de arbeidsorganisatie. Die flexibiliteit zal er pas komen als ook aan de werknemers de flexibiliteit wordt geboden om hun eigen tijd meer te beheren.

Là où je suis d'accord avec M. Reynders, c'est que je ne crois pas non plus que la solution doive être recherchée dans des réductions de travail linéaires, mais dans des modèles d'organisation du travail par entreprise, adaptés à la flexibilité nécessaire à l'entreprise, en accordant une flexibilité individuelle au travailleur en l'autorisant à déterminer ses heures de travail, sous diverses formes que nous avons prévues.

Je suis persuadé que cette nécessité d'une plus grande flexibilité des entreprises ne sera socialement acceptée qu'en allant de pair avec un des progrès sociaux du XXI^e siècle : le travailleur ne sera plus lié au respect d'heures et de semaines rigides, mais il fixera personnellement son horaire et gérera son temps en fonction de ses activités extraprofessionnelles.

Uit mijn antwoord blijkt duidelijk dat ook de regering ervan uitgaat dat de arbeidskosten moeten worden verminderd. Ook de loonevolutie moet worden beheerst. Het heeft mij steeds verheugd dat dit nu in het interprofessioneel akkoord is opgenomen, zodat het niet langer bij koninklijk besluit moet worden geregeld, wat een veel te rigide systeem is. Ik heb u ook ons plan voor de vermindering van de arbeidskosten uit de doeken gedaan.

Over het idee van de eenmalige en grootschalige lastenverlaging heb ik de volgende opmerkingen. In de eerste plaats moeten we kijken naar het bedrijfsleven in zijn geheel. Ik ben ervan overtuigd dat een geplande

lastenvermindering budgetair veel gemakkelijker te verteren is voor bedrijven die ook hun investeringen plannen. Resultaten zullen op een meer beheerde wijze kunnen worden bereikt en bovendien loopt men veel minder risico's dan in geval van een grootschalige lastenverlaging. Daarenboven zal een grootschalige operatie niet de resultaten opleveren die naar voren werden geschoven omdat de huidige kosten nu eenmaal voor een belangrijk deel werden gecompenseerd door investeringen die de productiviteit verhogen.

Vooral bij de planning van toekomstige investeringen kan worden bespaard of tenminste worden vermeden dat nog meer arbeid wordt uitgespaard zodat in mindere mate op de productiviteit wordt gemikt.

Ten tweede, ben ik het eens dat er sectoren bestaan waar sommige jobs omwille van hun arbeidskost zijn verdwenen. De toegevoegde waarde stond niet in verhouding tot de uitgave die het loon met zich meebracht. Dit euvel werd gedeeltelijk opgevangen door de PWA's en door de Smet-banen. Deze jobs werden op die manier terug zichtbaar. Ik blijf me dan ook verzetten tegen degenen die dit werk als klusjes wegwijsen. Het is een perfecte manier om in deze sectoren tewerkstelling tot stand te brengen, zeker nadat hier recent nog een wet werd goedgekeurd om het systeem te verbeteren.

Enfin, en ce qui concerne les marges budgétaires, miraculeuses selon certains, je préfère me baser sur mes chiffres. Personnellement, je ne construis pas un budget sur des mirages.

De plus, j'attire votre attention sur un point. En examinant les chiffres du Bureau du plan, on s'aperçoit que la majorité d'entre eux se situent au niveau du solde net à financer et pas du solde primaire. Donc, pour nous maintenir dans le cadre du pacte de stabilité auquel nous avons souscrit, l'axe choisi doit considérer le solde primaire. Or, les chiffres du Bureau du plan sont en majeure partie issus du solde net à financer. J'affirme que ces chiffres ne sont pas corrects en comparaison des chiffres du budget en ma possession.

Par contre, et nous ne nous en sommes jamais cachés, le contrôle budgétaire présente une marge par rapport au niveau des taux d'intérêt. Il s'agit d'une marge de sécurité que nous avons introduite. Tenant compte de l'orthodoxie de l'union monétaire, cette marge ne peut pas être utilisée en dépenses diverses, car elle est liée à la réduction de la dette.

Dehaene

Ik denk dat het fout zou zijn in de komende jaren de verdere afbouw van de staatsschuld onvoldoende in het oog te houden. Er zal dus een veel evenwichtiger beleid moeten worden gevoerd dan hier wordt voorgesteld.

Alle aandacht gaat naar één enkele aangelegenheid, hoe belangrijk ook. De oppositie kan zich permitteren de ene dag alles op één punt te zetten en de volgende dag alles op een ander. De regering daarentegen is verplicht eenzelfde lijn te volgen. We hebben ook getracht dit te doen.

Le président : La parole est à M. Didier Reynders.

M. Didier Reynders (PRL-FDF) : Monsieur le président, monsieur le premier ministre, chers collègues, il est vrai que les positions peuvent varier dans l'opposition comme dans la majorité.

Comme je l'ai dit tout à l'heure, quand on observe l'orthodoxie et l'assainissement budgétaires, entre ce qui a été fait entre 1988 et 1992 et entre 1992 et aujourd'hui, on peut constater que la politique a effectivement quelque peu changé. Je rappelle que la première période, à laquelle j'ai fait référence tout à l'heure (1988-1992), a permis de maintenir le solde net à financer à 7% pratiquement pendant quatre ans.

Manifestement, les positions peuvent changer d'un jour à l'autre. Peut-être que la fonction est également à l'origine de changements d'attitude.

J'en viens maintenant aux différentes remarques que vous avez formulées.

La première avait trait à la définition du chômeur, autrement dit toute personne disponible pour le marché du travail.

On pourrait peut-être, à un moment donné, se mettre d'accord sur la manière de définir cette disponibilité. Mais à partir du moment où certaines décisions entraînent des exclusions automatiques, il faut se poser la question de savoir si ces exclusions correspondent effectivement à un manque de disponibilité pour le marché du travail. Que fait-on notamment des chômeurs âgés ? Pour l'instant, on diminue l'âge en partant du principe que puisque les chômeurs sont âgés, ils ne sont plus disponibles.

M. Dehaene, premier ministre : Ils doivent faire un choix.

De heer **Paul Tant (CVP)** : Er zijn wel degelijk bedrijfsleiders die opnieuw oudere werknemers wensen in dienst te nemen omwille van hun ervaring.

M. Didier Reynders (PRL-FDF) : J'espère que cette tendance sera renforcée.

Je dis simplement que dans la définition de la disponibilité, il ne faut pas se contenter de considérer les personnes disponibles et qui entrent en outre dans les statistiques du chômage. Il faut prendre en compte l'ensemble des personnes disponibles sur le marché du travail.

Outre le volet relatif à la statistique du chômage, il serait également intéressant que l'on puisse se mettre d'accord sur une statistique du taux d'occupation. En effet, cette statistique, à travers l'Europe, permet d'avoir un vision plus claire de la situation de l'emploi. Quel est le taux d'occupation de la population active dans notre pays en unités pleines, voire en intégrant le temps partiel. On connaît à cet égard les différences qui existent notamment avec les Pays-Bas.

Nous devrons un jour nous entendre sur une même définition et une statistique invariable. Ce qui est loin d'être le cas aujourd'hui.

Je ne reviendrai plus longuement sur des éléments sur lesquels vous marquez votre accord. Nous n'avons pas beaucoup de divergences sur la façon de lutter contre l'excès de formalités ou sur la nécessité de recentrer la politique, y compris en matière d'accords interprofessionnels sur la formation, voire de ne pas considérer comme une sorte de recette miracle la réduction du temps de travail. Des mesures sont à prendre en la matière, mais il ne doit pas s'agir d'une première priorité. En tout cas, il est nécessaire de mettre l'accent sur une plus grande souplesse.

Je désire revenir sur deux ou trois éléments que vous avez évoqués à la fin de votre intervention.

Vous avez dit qu'il était plus facile de contrôler l'évolution si on ne procède pas d'un coup à de fortes réductions. En d'autres termes, vous proposez de ne pas aller trop loin en matière de fortes réductions afin de pouvoir éventuellement corriger le tir, si elles n'ont pas le rendement attendu.

Il ne faut quand même pas en arriver à procéder à des réductions tellement faibles qu'elles perdent tout impact en termes de confiance ou de reprise d'activité.

Quand vous annoncez un plan de cinq ou six ans et que votre politique du premier semestre consiste à dire que vous ne faites rien, on peut dire que la réduction est tellement faible qu'on peut difficilement s'attendre à obtenir une confiance.

Or, quand on parle d'une réduction de l'ordre de 100 milliards, par rapport à l'ensemble des charges qui pèsent sur le travail, on s'inscrit dans une mesure raisonnable permettant encore un contrôle par la suite.

Je voudrais encore faire une remarque sur les chiffres que vous avez cités. En ce qui concerne le pacte de stabilité, je voudrais que vous m'ôtez un doute : partant de 13% avec un pallier de 7% de solde net à financer et l'objectif des 3% à atteindre, chiffre qui a d'ailleurs, pendant tout un temps, été accolé à votre politique, nous sommes descendus à 1%. Souhaitez-vous atteindre un solde net positif ?

M. Dehaene, premier ministre : Je n'exclus pas cette possibilité.

M. Didier Reynders (PRL-FDF) : J'ai cru comprendre - et c'est un peu la position que nous adoptons - que lorsque le solde net sera nul, on devrait pouvoir utiliser des marges de manoeuvre budgétaires un peu plus fortes, que comme c'est le cas jusqu'à maintenant, et pas exclusivement dans le cadre de la réduction de la dette. C'est un des débats.

Il faut savoir où l'on va. Je peux imaginer que le pacte de stabilité aille plus loin que les 3% du Traité de Maastricht et que l'on tende vers un solde net nul. Mais si l'objectif est de dire à la population qu'on va tenter d'obtenir un solde net positif, je crains que cette politique ne permette pas de répondre aux attentes en matière d'emploi et peut-être également dans d'autres domaines d'investissement. Vous parlez de la formation et de l'enseignement mais on pourrait parler de beaucoup d'autres choses. Plusieurs choix sont possibles.

M. Dehaene, premier ministre : Le choix est simple : si on progresse plus rapidement au niveau de la dette par rapport aux dépenses futures, en matière de pensions par exemple, il faudra déterminer les priorités.

M. Didier Reynders (PRL-FDF) : Je suis convaincu que nous restons dans le cadre du pacte de stabilité si nous utilisons les marges budgétaires dégagées en cas de solde net nul. Je ne pense pas que le pacte de stabilité impose d'aller plus loin que de ramener à zéro le solde net à financer.

M. Dehaene, premier ministre : Si vous voulez arriver à 60% de dette vers 2010-2012, ce ne sera pas possible de cette manière.

M. Didier Reynders (PRL-FDF) : A quel rythme ?

M. Dehaene, premier ministre : Faites attention car nous ne sommes pas tout à fait maîtres de ce rythme. Nous sommes liés à des engagements et des obligations au sein de l'Union monétaire.

M. Didier Reynders (PRL-FDF) : Tout à fait. J'ai néanmoins le sentiment qu'avec un solde net à financer nul, nous respectons la tendance existant au sein de l'Union monétaire ainsi qu'au sein du pacte de stabilité. Mais nous devrions peut-être en débattre...

De heer **Paul Tant** (CVP) : Het schuldbvolume is ook een van de criteria !

M. Didier Reynders (PRL-FDF) : Certes, mais regardez aussi l'évolution des dettes dans les pays voisins.

M. Dehaene, premier ministre : Nous sommes encore en retard !

M. Didier Reynders (PRL-FDF) : Il reste du chemin à parcourir mais cela dépend par rapport à qui et, en termes de tendances, les choses varient !

Je voudrais terminer sur une note plus positive. Monsieur le premier ministre, je voudrais vous féliciter au moins pour deux raisons : à partir de 2001, vous avez pris la décision de réduire certaines formalités et c'est une excellente chose. Il n'est jamais trop tard pour bien faire et, dès la semaine dernière, vous avez décidé d'opter pour cette orientation.

M. Dehaene, premier ministre : Ne soyons pas simplistes. Pour pouvoir prendre cette décision, nous avons d'abord accompli un travail d'harmonisation énorme. Par exemple, la notion d'heure de travail, aussi curieux que cela puisse paraître, n'était pas la même dans les différents secteurs de la sécurité sociale. Tout ce travail réglementaire sera terminé pour le 13 juin, de telle sorte que les entreprises puissent s'y préparer. Nous serions capables, mais un peu forcés, de le faire à partir du 1er janvier 2000. Nous avons jugé que cela n'était pas opportun étant donné les autres problèmes rencontrés par les entreprises.

M. Didier Reynders (PRL-FDF) : Je suis très heureux que nous allions dans ce sens et je vous ai d'ailleurs dit qu'il faudrait renforcer ces mesures par un gel en sens inverse : au moment où on prend des mesures d'harmonisation et de simplification, il ne faudrait pas prendre des mesures complexifiant le système.

Monsieur le premier ministre, je voulais vous féliciter pour une deuxième raison : je constate que dès le mois

d'avril, on envisage de regrouper les trois quarts des mesures de réduction du coût salarial. C'est extraordinaire car nous en avons débattu en commission année après année, en demandant que l'on aille dans cette voie. Je suis heureux de constater que cela pourrait devenir réalité dès le mois d'avril prochain.

M. Dehaene, premier ministre : Je voudrais vous faire remarquer que nous avons été tributaires des contraintes imposées par les accords pour l'emploi entre les partenaires sociaux. A un certain moment, nous avons dit que cela suffisait car les choses se compliquaient au sein de la sécurité sociale et les entreprises n'y comprenaient plus rien. Le gouvernement a décidé de simplifier les choses et de prendre une mesure générale durable. L'ennui avec les accords pour l'emploi des partenaires sociaux est qu'ils se terminaient à la fin de la période.

M. Didier Reynders (PRL-FDF) : Effectivement. Mais quand j'entends tout cela, j'ai l'impression que vous commencez à relire votre ancien testament. Tout cela était déjà prévu en 1995. Il n'est jamais trop tard pour bien faire ! Dès mars et avril 1999, deux mesures vont déjà dans la bonne direction. C'est une belle performance. Dès lors, il n'est pas exclu...

M. Dehaene, premier ministre : Il n'est pas exclu que l'on n'aura pas besoin de vous !

M. Didier Reynders (PRL-FDF) : Il n'est pas exclu que moyennant un petit effort, on puisse, dans les mois qui viennent, accentuer la réduction des charges et ouvrir un débat, sur lequel vous n'êtes pas beaucoup intervenu, concernant la réduction de la fiscalité sur le travail.

De **voorzitter** : De heer Rik Daems heeft het woord.

De heer **Rik Daems** (VLD) : Mijnheer de voorzitter, ik zal niet ingaan op de opmerkingen van collega Reynders want ik vind dat we elkaar op een aantal punten kunnen vinden en op een aantal andere niet.

Met de definitie van een werkloze, die de eerste minister heeft gegeven, kan ik echter niet akkoord gaan. Een werkloze zou een arbeidskracht zijn, die verklaart beschikbaar te zijn voor de arbeidsmarkt. Ik vind die definitie te eng en zou de gemeenschap ertoe kunnen brengen zomaar te moeten aanvaarden dat iemand de keuze maakt om niet voor de arbeidsmarkt beschikbaar te zijn.

Maar misschien heb ik hem verkeerd begrepen.

Eerste minister Dehaene : Een werkloze jonger dan 55 jaar wordt verondersteld per définition op de arbeidsmarkt beschikbaar te zijn. Met de VDAB komt het echter voortdurend tot discussies telkens als die dienst - en ik druk me zacht uit - aanzet de naam door te geven van werklozen die een jobaanbieding hebben geweigerd. Er wordt echter een onderscheid gemaakt tussen een werkloze jonger dan 55 jaar en een werkloze van 55 jaar of ouder. De laatste categorie kan verklaren niet langer voor de arbeidsmarkt beschikbaar te zijn. Deze faciliteit voor de oudere werklozen is vergelijkbaar met het stelsel van de brugpensionen voor de oudere werknemers.

De heer **Rik Daems** (VLD) : Dat klopt. Toch mag de indruk niet ontstaan dat de gemeenschap zomaar moet aanvaarden dat iemand uit eigen vrije wil inactief wenst te blijven. De gemeenschap kan vinden dat iedereen recht heeft op een menswaardig bestaan, maar om dat recht te waarborgen werd het OCMW opgericht. Elke inwoner van dit land kan er uiteindelijk voor kiezen om van een OCMW-uitkering te gaan leven.

Ik vind het ook goed dat u de waaier van bestaande maatregelen vereint in één grote maatregel, met een uitschieter voor de lage lonen en voor het plan plus 1, dat eigenlijk werd uitgewerkt door een andere coalitie.

In het licht van het globaal beheer van de sociale zekerheid onder andere via het Fonds voor het financieel evenwicht vraag ik me af wanneer het onderscheid tussen werknemers- en werkgeversbijdragen zal worden opgeheven. Uiteindelijk komen al die bijdragen in dezelfde pot terecht. Hierdoor zou immers nog een stap verder kunnen worden gedaan. Laten we even filosoferen. Waarom wordt er nog steeds een onderscheid gemaakt tussen sociale en fiscale bijdragen ? De sociale zekerheid wordt toch meer en meer op een alternatieve wijze gefinancierd.

Eerste minister Dehaene : Mijnheer Daems, u kan dat in overweging nemen, maar u mag daarbij twee zaken niet uit het oog verliezen.

Eerst en vooral resulteert een vermindering van de persoonlijke bijdragen in een verhoging van het netto-loon en levert geen arbeidskostenvermindering op. Van een vermindering van de arbeidskosten kan maar sprake zijn als de patronale bijdragen worden vermindert.

Dehaene

Voorts kan de financiering uit algemene middelen niet zonder meer worden uitgebreid, zolang er een onderscheid wordt gemaakt tussen de sector van de zelfstandigen en die van de loontrekenden.

Bij de meerderheid bestaat er evenmin eensgezindheid over het volgende. Door de sector van de kinderbijslag en de ziekteverzekering te veralgemenen en uit algemene middelen te financieren, kunnen de bijdragen worden voorbehouden aan de inkomensgebonden sectoren. Dat model bevallt mij wel en ik wil er zelfs een lans voor breken, maar tot nog toe heeft nog niemand de moed gehad om zich uit te spreken over de organisatie van de algemene sector op het niveau van de zelfstandigen dan wel op het niveau van de loontrekenden.

De heer **Rik Daems** (VLD) : Dat is inderdaad een van de problemen die moeten worden opgelost. Maar dit regime heeft één groot bijkomend voordeel - en ik denk dat ook de eerste minister dat in zijn achterhoofd heeft - namelijk dat het de deur openzet voor de regionalisering van deze bevoegdheid waardoor heel wat problemen uit de wereld zouden kunnen worden geholpen.

Op die manier wordt er een praktisch probleem opgelost. Wij hebben er vroeger reeds voor gepleit om dit debat over de regionalisering te voeren omdat de bevoegdheden zich reeds op dat niveau bevinden.

Eerste minister **Dehaene** : Ik heb enkel willen zeggen dat dit, los van het debat dat hierover moet worden gevoerd, een zinvolle maatregel kan zijn. Indien het probleem van de regionalisering er niet zou zijn, dan hadden wij deze maatregel wellicht al lang hebben toegepast.

De heer **Rik Daems** (VLD) : Dat is het spijtige van het hele verhaal want in dat geval zou de samenstelling van de overheidsinkomsten er helemaal anders uit zien. Zonder in een partijpolitic debat te vervallen, zou er een evenwicht kunnen worden bereikt door het ene te verhogen en het andere te verlagen. Misschien kan deze zaak ooit worden besproken, los van de klassieke tegenstellingen die eigenlijk niets terzake doen.

De vorming en opleiding van oudere werklozen wordt mogelijk gemaakt via een verlaging van de lasten. Bedrijven zijn niet bereid hoge kosten te betalen voor de opleiding van hun werknemers. Via joint ventures met hogescholen en universiteiten die hiervoor worden gefinancierd, kan de opleiding aantrek-

kelijker worden gemaakt. De bedrijven zullen minder snel overgaan tot het ontslaan van oudere werknemers wegens het feit dat zij onaangepast zouden zijn en niet over het vereiste opleidingsniveau zouden beschikken. Jongere werknemers zijn immers goedkoper omdat er niet moet worden geïnvesteerd in opleiding. Vanuit financieel oogpunt komt deze oplossing ook de overheid ten goede.

Er moet een keuze worden gemaakt tussen de besteding van de honderd miljard frank in de loop van het eerste jaar, een optie die door VLD en PRL wordt verdedigd, en de investering van dit bedrag over zes jaar. Voor deze tweede mogelijkheid wil ik enkele tegenargumenten aanhalen. In de eerste plaats zullen weinig bedrijven deze relatief kleine inspanning vandaag in hun financiële planning incalculeren, gezien de onstabilité van de regelgeving. Een van de grote nadelen bij industriële vestiging, die ons concurrentievermogen beperken, heeft te maken met regelgevende en wetgevende stabiliteit. Het is uiteraard een kwestie van vertrouwen, maar het is een zwak punt van het tweede scenario. Bovendien wordt er in dit scenario in hoofdzaak rekening gehouden met bestaande grote bedrijven.

Bij een massale toename van de werkgelegenheid op korte termijn moet men in de eerste plaats echter denken aan zelfstandigen en kleinere bedrijven, die moeten worden gestimuleerd om een deeltijdse of voltijdse werknemer extra aan te nemen. Het gaat precies om de jobs waarop deze bedrijven op dit ogenblik besparen. Via een vermindering van de kosten kan men op dit niveau een dubbel effect bereiken. De jobcreatie moet worden gerealiseerd aan de onderkant van de ladder. Jobs in het midden- en het hogere kader zijn weggerationaliseerd. De voorstellen van onze fractie, noch die van de regering kunnen hieraan iets veranderen. De timing en de grootte van de investering zijn dus zeer belangrijk. Ik hoop tevens dat het debat over de werkloosheidsval en het nettoloon niet uit het oog wordt verloren. Het is immers minstens even belangrijk als het andere. De keuze tussen schuldafbouw en investering in jobs is dan ook essentieel. Ik ben geneigd voor de tweede mogelijkheid te kiezen. Met het oog op de doelstellingen voor 2010 en 2012 pleit ik voor een structurele oplossing, die niet afhankelijk is van een toevallige conjunctuur. Indien de kwestie in Kosovo zich uitbreidt, dan zullen de gevolgen op economisch en structureel vlak enorm zijn. De keuze die wij thans maken is rechtstreeks

gericht op de verbreding van het activiteitsvlak om op die manier structureel zekerheid te bieden. De prijs die men hiervoor betaalt, moet worden beschouwd als een vertraagde schuldafbouw.

Dat is een politieke keuze, die wellicht nooit rationeel zal kunnen worden uitgelegd. Ze houdt immers verband met het inschatten van onzekere factoren. De keuze is vandaag nog verschillend; misschien is ze morgen gelijk.

De **voorzitter** : Tot besluit van deze bespreking werden volgende moties ingediend.

En conclusion de cette discussion, des motions ont été déposées.

Een motie van aanbeveling werd ingediend door de heren Didier Reynders en Rik Daems en luidt als volgt :

"De Kamer, gehoord de interpellaties van de heren Didier Reynders, Rik Daems, Olivier Deleuze en Jaak Van den Broeck

en het antwoord van de eerste minister, vraagt dat een echt plan voor de werkgelegenheid ten uitvoer wordt gelegd, dat stoeft op een vermindering van de administratieve, sociale en fiscale lasten die de werkgelegenheid bezwaren.

Voor het stimuleren van het vertrouwen, de zin voor initiatief en de werklust is het nodig :

- de sociale lasten voor de ondernemingen, inzonderheid de bijdragen op de lage lonen, gevoelig te verlagen (100 miljard vanaf het eerste jaar);
- de belasting op de arbeid, te beginnen met de laagste inkomen, in het kader van het meerjarenplan (4 jaar) te verminderen."

Une motion de recommandation a été déposée par MM. Didier Reynders et Rik Daems et est libellée comme suit :

"La Chambre, ayant entendu les interpellations de MM. Didier Reynders, Rik Daems, Olivier Deleuze et Jaak Van den Broeck

et la réponse du premier ministre, demande la mise en oeuvre d'un réel plan pour l'emploi s'appuyant sur une réduction des charges administratives, sociales et fiscales qui pèsent sur l'emploi.

La confiance, l'esprit d'initiative, le goût du travail nécessitent :

- une réduction forte (100 milliards dès la première année) des charges sociales des entreprises, en particulier des cotisations sur les bas salaires;

voorzitter

- une diminution de l'impôt sur le travail, à commencer par les revenus les plus faibles, dans le cadre d'un plan pluriannuel (4 ans)."

Een eenvoudige motie werd ingediend door de heren Jacques Lefevre, Jean-Pol Henry, Paul Tant en Louis Vanvelthoven.

Une motion pure et simple a été déposée par MM. Jacques Lefevre, Jean-Pol Henry, Paul Tant et Louis Vanvelthoven.

Over de moties zal later worden gestemd. De bespreking is gesloten.

Le vote sur les motions aura lieu ultérieurement. La discussion est close.

De vergadering is gesloten.

La séance est levée.

- *De vergadering wordt gesloten om 16.22 uur. Volgende plenaire vergadering woensdag 31 maart 1999 om 10.00 uur.*

- *La séance est levée à 16.22 heures. Prochaine séance plénière mercredi 31 mars 1999 à 10.00 heures.*

ANNEXE

SEANCE PLENIERE
MARDI 30 MARS 1999

DÉCISIONS INTERNES

DEMANDES D'INTERPELLATION

Demandes

1. M. Jacques Simonet au vice-premier ministre et ministre de l'Intérieur sur "la présence d'un candidat francophone sur une liste unilingue néerlandophone pour l'élection du 13 juin 1999 du Conseil de la Région de Bruxelles-Capitale".

(n° 2310 - renvoi à la commission de l'Intérieur, des Affaires générales et de la Fonction publique)

2. M. Jacques Simonet au ministre des Finances sur "le comportement du comité d'acquisition d'immeubles en Région bruxelloise".

(n° 2311 - renvoi à la commission des Finances et du Budget)

3. M. Jaak Van den Broeck au premier ministre sur "la situation sociale et économique du pays".

(n° 2312 - renvoi en séance plénière)

4. M. Karel Van Hoorebeke au ministre des Transports sur "le contrôle de l'utilisation des fonds publics par la direction de la SNCB à la suite des opérations de *sale and lease-back* effectuées par la SNCB et la situation de l'administrateur délégué E. Schouuppe".

(n° 2313 - renvoi en séance plénière)

Retrait

Par lettre du 30 mars 1999, M. Gerolf Annemans fait savoir qu'il retire son interpellation sur "la situation sociale et économique du pays" (n°2285).

Pour information

BIJLAGE

PLENAIRE VERGADERING
DINSDAG 30 MAART 1999

INTERNE BESLUITEN

INTERPELLATIEVERZOEKEN

Ingekomen

1. de heer Jacques Simonet tot de vice-eerste minister en minister van Binnenlandse Zaken over "de aanwezigheid van een Franstalige kandidaat op een eentalige Nederlandstalige lijst voor de verkiezing op 13 juni 1999 van de Brusselse Hoofdstedelijke Raad".

(nr. 2310 - verzonden naar de commissie voor de Binnenlandse Zaken, de Algemene Zaken en het Openbaar Ambt)

2. de heer Jacques Simonet tot de minister van Financiën over "de handelwijze van het aankoopcomité voor onroerende goederen in het Brusselse Gewest".

(nr. 2311 - verzonden naar de commissie voor de Financiën en de Begroting)

3. de heer Jaak Van den Broeck tot de eerste minister over "de sociaal-economische toestand waarin het land zich bevindt".

(nr. 2312 - verzonden naar de plenaire vergadering)

4. de heer Karel Van Hoorebeke tot de minister van Vervoer over "de controle op de aanwending van overheids geld door de NMBS-directie naar aanleiding van de *sale and lease-back* operaties binnen de NMBS en de positie van gedelegeerd-bestuurder E. Schouuppe".

(nr. 2313 - verzonden naar de plenaire vergadering)

Ingetrokken

Bij brief van 30 maart 1999 deelt de heer Gerolf Annemans mee dat hij zijn interpellatie over "de sociaal-economische toestand waarin het land zich bevindt" (nr.2285) intrekt.

Ter kennisgeving

SEANCE PLENIERE
MARDI 30 MARS 1999

COMMUNICATIONS

SÉNAT

Projets de loi transmis

Par messages du 25 mars 1999, le Sénat transmet, en vue de la sanction royale, les projets de loi suivants :

- projet de loi visant à améliorer le statut pécuniaire et social des mandataires locaux (n° 1684/9);
- projet de loi visant à améliorer les congés politiques en faveur des conseillers provinciaux et communaux, membres du conseil de l'aide sociale, bourgmestres, échevins et présidents du conseil de l'aide sociale dans le secteur public et privé (n°1685/13);
- projet de loi relatif à la responsabilité civile et pénale des bourgmestres, échevins et membres de la députation permanente (n°1686/9);
- projet de loi visant à limiter le cumul de la fonction de député permanent avec d'autres fonctions et à harmoniser le statut financier et fiscal des députés permanents (n°1687/7);
- projet de loi limitant le cumul du mandat de bourgmestre et d'échevin avec d'autres fonctions (n° 1837/8).

Le Sénat s'est rallié aux projets.

Pour information

Projets de loi adoptés

Par messages du 25 mars 1999, le Sénat fait connaître qu'il a adopté en séance de cette date les projets de loi suivants :

- projet de loi limitant le cumul du mandat de parlementaire fédéral et de parlementaire européen avec d'autres fonctions (n° 1688/11);
- projet de loi spéciale visant à limiter le cumul du mandat de membre du Conseil de la Communauté française, du Conseil régional wallon, du Conseil flamand et du Conseil de la Région de Bruxelles-Capitale avec d'autres fonctions (n° 1689/9);
- projet de loi modifiant la loi du 6 avril 1995 relative aux marchés secondaires, au statut des entreprises d'investissement et à leur contrôle, aux intermédiaires et conseillers en placements, en ce qui concerne les amendes administratives pouvant être infligées par la commission disciplinaire de marché et les autorités de marché (n° 1929/3);
- projet de loi modifiant la loi du 14 février 1961 d'expansion économique, de progrès social et de redressement financier (n°2020/1).

Pour information

PLENAIRE VERGADERING
DINSDAG 30 MAART 1999

MEDEDELINGEN

SENAAT

Overgezonden wetsontwerpen

Bij brieven van 25 maart 1999 zendt de Senaat over, met het oog op de koninklijke bekrachtiging, de volgende wetsontwerpen :

- wetsontwerp tot verbetering van de bezoldigingsregeling en van het sociaal statuut van de lokale verkozenen (nr. 1684/9);
- wetsontwerp tot verbetering van het stelsel van politiek verlof voor provincie- en gemeenteraadsleden, leden van de raad voor maatschappelijk welzijn, burgemeesters, schepenen en voorzitters van de raad voor maatschappelijk welzijn in de openbare en de particuliere sector (nr. 1685/13);
- wetsontwerp betreffende de burgerrechtelijke aansprakelijkheid en de strafrechtelijke verantwoordelijkheid van burgemeesters, schepenen en leden van de bestendige deputatie (nr.1686/9);
- wetsontwerp tot beperking van de cumulatie van het ambt van bestendig afgevaardigde met andere ambten en tot harmonisering van het financieel en fiscaal statuut van de bestendig afgevaardigde (nr. 1687/7);
- wetsontwerp tot beperking van de cumulatie van het mandaat van burgemeester en schepen met andere ambten (nr. 1837/8).

De Senaat heeft beslist ermee in te stemmen.

Ter kennisgeving

Aangenomen wetsontwerpen

Bij brieven van 25 maart 1999 deelt de Senaat mee dat hij in vergadering van die datum de volgende wetsontwerpen heeft aangenomen :

- wetsontwerp tot beperking van de cumulatie van het mandaat van federal parlementslid en Europees parlementslid met andere ambten (nr.1688/11);
- ontwerp van bijzondere wet tot beperking van de cumulatie van het mandaat van lid van de Vlaamse Raad, van de Franse Gemeenschapsraad, van de Waalse Gewestraad en van de Brusselse Hoofdstedelijke Raad met andere ambten (nr.1689/9);
- wetsontwerp tot wijziging van de wet van 6 april 1995 inzake de secundaire markten, het statuut van en het toezicht op de beleggingsondernemingen, de bemiddelaars en de beleggingsadviseurs wat de administratieve geldboeten die kunnen worden opgelegd door de tuchtcommissie van de markt en de marktautoriteiten betreft (nr.1929/3);
- wetsontwerp tot wijziging van de wet van 14 februari 1961 voor economische expansie, sociale vooruitgang en financieel herstel (nr.2020/1).

Ter kennisgeving

Par messages du 25 mars 1999, le Sénat transmet, tels qu'il les a adoptés en séance de cette date, les projets de loi suivants :

- projet de loi portant assentiment de l'accord de coopération entre l'Etat fédéral et la Région wallonne relatif à la guidance et au traitement d'auteurs d'infractions à caractère sexuel (n°2102/1);
- projet de loi portant approbation de l'accord de coopération entre l'Etat fédéral et la Communauté flamande relatif à la guidance et le traitement d'auteurs d'infractions à caractère sexuel (n° 2103/1);

Renvoi à la commission de la Justice

- projet de loi modifiant la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994, en ce qui concerne le Conseil scientifique institué auprès du service des soins de santé (n°2104/1) sur lequel la Chambre doit se prononcer dans un délai ne pouvant dépasser 60 jours, conformément à l'article 81 de la Constitution;

Renvoi à la commission des Affaires sociales

- projet de loi modifiant la loi du 18 septembre 1986 instituant le congé politique pour les membres du personnel des services publics (n°2105/1) sur lequel la Chambre doit se prononcer dans un délai ne pouvant dépasser 60 jours, conformément à l'article 81 de la Constitution.

Renvoi à la commission de l'Intérieur, des Affaires générales et de la Fonction publique

Bij brieven van 25 maart 1999 zendt de Senaat de volgende wetsontwerpen over, zoals hij ze in vergadering van die datum heeft aangenomen :

- wetsontwerp houdende instemming met het samenwerkingsakkoord tussen de Federale Staat en het Waalse Gewest inzake de begeleiding en behandeling van daders van seksueel misbruik (nr.2102/1);
- wetsontwerp houdende goedkeuring van het samenwerkingsakkoord tussen de Federale Staat en de Vlaamse Gemeenschap inzake de begeleiding en behandeling van daders van seksueel misbruik (nr.2103/1);

Verzonden naar de commissie voor de Justitie

- wetsontwerp tot wijziging van de wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, gecoördineerd op 14 juli 1994, wat de wetenschappelijke Raad bij de dienst voor geneeskundige verzorging betreft (nr.2104/1) waarover de Kamer een beslissing moet nemen binnen een termijn die 60 dagen niet te boven mag gaan overeenkomstig artikel 81 van de Grondwet;

Verzonden naar de commissie voor de Sociale Zaken

- wetsontwerp tot wijziging van de wet van 18 september 1986 tot instelling van het politiek verlof voor de personeelsleden van de overheidsdiensten (nr. 2105/1) waarover de Kamer een beslissing moet nemen binnen een termijn die 60 dagen niet te boven mag gaan overeenkomstig artikel 81 van de Grondwet.

Verzonden naar de commissie voor de Binnenlandse Zaken, de Algemene Zaken en het Openbaar Ambt

GOUVERNEMENT

Rapport

Par lettre du 29 mars 1999, le ministre des Affaires étrangères transmet le rapport (F) sur l'évolution de la situation en Afrique-mars 1999.

Renvoi à la commission des Relations extérieures

REGERING

Verslag

Bij brief van 29 maart 1999 zendt de minister van Buitenlandse Zaken het verslag (F) over betreffende de evolutie van de toestand in Afrika-maart 1999.

Verzonden naar de commissie voor de Buitenlandse Betrekkingen